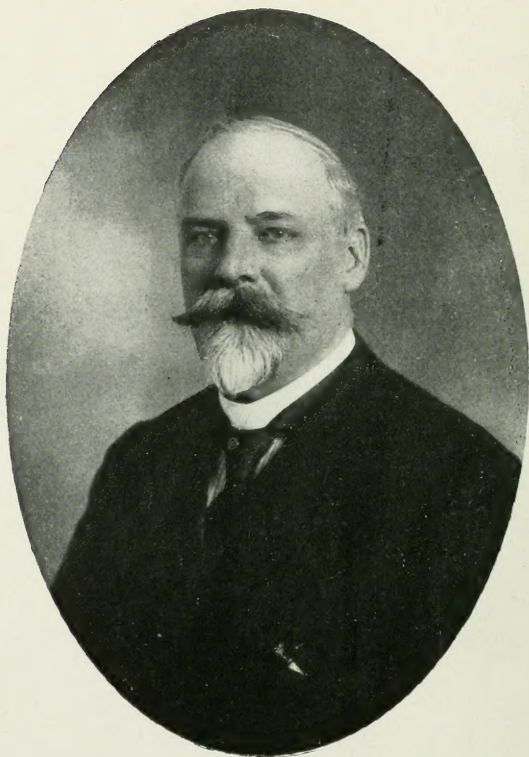


Souvenirs
d'un Otage



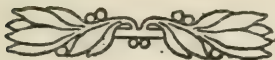
G. DESSON

G. DESSON

Souvenirs d'un Otage

Préface de SERGE BASSET

6 photographies et 12 dessins de l'auteur



PARIS

BLOUD & GAY, Éditeurs

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

—
1916

Tous droits réservés

140349
—
13110116

A

MM. JEAN et PAUL DUPUY

Hommage déferent.

G. D.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	7
PREMIÈRE PARTIE. — <i>De Hirson à Rastatt.</i>	13
Mes amis dans la peine.	19
Je m'installe au château du Montrouge	24
En route pour la forêt !	30
Faut-il craindre ? faut-il espérer ?	33
Imprudent retour !	36
Un singulier conseil de guerre.	43
Précieux réconfort.	45
Transféré à Hirson.	49
Humiliations et angoisses.	67
Myrza	73
M. Trépont, champion de footing.	74
Le général Bouledogue.	76
M. Plaquet en cellule.	81
Victime de la brutalité allemande.	84
Hirson et Myrlette.	88
Charleville, Sedan, Thionville.	91
Mourant de faim.	93
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Rastatt.</i>	99
L'asphyxie.	102
La chambre 51.	109
Le feldwebel Sczypeck.	113
Le salon de coiffure des otages.	118
Encore l' « histoire » du Maroc !	123
Des journaux !	126
Décorateur de chapelle.	134
L'heureuse surprise.	139
Le départ pour Celle.	149
TROISIÈME PARTIE. — <i>La délivrance.</i>	153
L'odyssée de Mme Desson.	181

PRÉFACE

La première fois que je vis M. Georges Desson, je fus frappé de son grand air de sincérité, de son regard droit, net, plein de franchise. Il n'était pas besoin d'un long examen pour se rendre compte que ces yeux-là étaient habitués à voir clair et juste, à réfléchir la vérité sans déformation.

De Zurich où j'étais allé attendre, pour les saluer au nom du Petit Parisien, les dix prisonniers qu'au mépris de tout droit, l'Allemagne avait retenus pendant onze mois, par un de ses habituels procédés d'intimidation et de chantage ; de Zurich à Genève, j'eus l'occasion de m'entretenir longuement avec M. Georges Desson et de l'entendre apprécier par ses compagnons d'infortune, M. Noël, sénateur de l'Aisne, M. Trépont, préfet du Nord, M. Jacomet, procureur général près la cour de Douai et le comte de Francqueville, pour ne citer que ceux-là. Ils tombaient d'accord sur la fermeté d'âme et le patriotisme dont leur compagnon avait fait preuve en captivité. Et ils louaient aussi sa belle humeur, sa cordiale obligeance, les ressources de son esprit inventif et sa bonté.

J'appris en même temps son histoire ou mieux je me ressouvins de lui... Ce nom de Desson n'est pas inconnu du public. Qu'on se rappelle les grandes journées de l'industrie automobile, la coupe Gordon Bennett, le circuit d'Auvergne, le grand prix de Dieppe, la coupe de la presse, en Normandie. Le principal organisateur en avait été M. l'ingénieur Desson, délégué dans les fonctions de commissaire général de l'Automobile Club de France. Sa haute compétence, son dévouement, sa courtoisie avaient été si vivement appréciés en toutes circonstances que, à Lisieux, siège d'une des grandes épreuves organisées sous sa direction, La municipalité par une délibération spéciale, l'avait solennellement prié d'accepter le titre de citoyen de cette ville.

L'activité de l'ingénieur n'avait pas paru moins féconde dans d'autres domaines. Appelé en Extrême-Orient, il avait été un des créateurs de Port-Arthur. L'aménagement du port et les plans des fortifications y furent en grande partie son œuvre. Revenu en France et en relations, suivies avec le 4^e bureau de l'Etat-major, il contribua puissamment par sa collaboration avec le colonel Gougaux, aujourd'hui général, le commandant Ferrus et le capitaine Enaux, à l'introduction des camions automobiles dans les services de ravitaillement. De cette précieuse initiative, on a pu voir depuis la guerre tous les bienfaisants effets.

A beaucoup eussent suffi de tels titres. La carrière de M. Georges Desson ne se borne point là cependant. Des recherches sur les applications de

l'électricité l'avaient mis en vue avant qu'il se couât à l'industrie automobile. L'introduction des bandages à caoutchouc pleins dans les roues des véhicules lourds, la découverte de nouveaux procédés de fabrication de l'acier ont témoigné également chez lui, à diverses époques, de profondes connaissances scientifiques et du plus heureux esprit d'invention. On peut dire que M. Georges Desson s'est placé aux premiers rangs des ingénieurs contemporains.

Les affirmations d'un tel témoin se recommandaient donc d'elles-mêmes. L'importance en était manifeste. Je pressai donc M. Georges Desson de rassembler les souvenirs de ses onze mois de captivité et d'en réserver la narration, toute brûlante, si j'ose dire, aux lecteurs du Petit Parisien. Il ne dit point « oui » tout d'abord. Avec son habituelle lucidité de pensée, il percevait tout l'intérêt de l'entreprise. Mais des scrupules l'assaillaient : « Dire tout ce qu'il avait vu n'était-ce point attirer sur les régions encore occupées un redoublement de rigueur et de cruauté ? La férocité de l'envahisseur, avide de tout prétexte de justification, ne s'emparerait-elle pas de cette publication comme d'une arme ? »

Ces scrupules si honorables, si français, eussent certainement interdit à M. Desson toute divulgation de ses souvenirs, si d'autre part, des amis n'étaient intervenus auprès de lui pour lui représenter que la situation même de nos malheureux compatriotes commandait que certains faits fussent dès maintenant connus. On lui représenta

que c'est par des documents comme ceux-ci que chaque jour se fait l'histoire de l'attentat allemand. Avant le jour prochain des réparations nécessaires, de semblables dépositions auront dû être rassemblées, examinées, coordonnées, hiérarchisées, totalisées pour en faire l'auguste vérité. En travaillant à dégager celle-ci des mensonges tudesques, M. Desson contribuerait pour une part, si modeste qu'elle fût, à l'avènement du Droit, à la résurrection de la Justice. En donnant par surcroît, certaines indications sur la situation des pays qu'il avait traversés, des personnes encore libres ou des prisonniers qu'il lui avait été donné de voir, il apporterait à la douleur ou à l'angoisse de quelques familles une consolation, un allègement ? Pouvait-il hésiter plus longtemps ? (1)

M. Desson se décida donc à raconter les principaux épisodes de ses onze mois de captivité. Pendant qu'il me les exposait, je pénétrais, de jour en jour avec un sentiment de plus forte estime, le caractère de l'homme. Sa bonhomie, sa droiture naturelle, sa joyeuse vaillance éclataient en plein dans ses récits. Son constant souci d'exacte vérité plus encore, s'il est possible. M. Desson est tout le contraire de ces témoins

(1) Depuis l'apparition des *Souvenirs* d'un otage dans le *Petit Parisien*, il ne s'est pas passé de jour que M. Desson n'ait été sollicité, dans de nombreuses et touchantes lettres, de donner les renseignements qu'il pouvait posséder sur des familles restées dans les régions envahies, et sur des prisonniers. On pense avec quel empressement il y a répondu.

qui, en vue d'un effet d'audience, amplifient les faits. Il ne lui fût jamais venu à l'esprit de les présenter autrement que sans prétention et en toute conscience. S'il est une publication à laquelle on puisse appliquer le mot si souvent cité de Montaigne : « Ceci est un livre de bonne foi », c'est assurément celle-ci. M. Desson a dit, comme il l'a vu (et peut-être jugera-t-on que sa vision n'était point l'ennemie du pittoresque) comme il l'a senti, tout ce qu'il pouvait dire. Les choses dont l'actuelle divulgation lui a paru capable de provoquer ce que la perfidie allemande ose appeler des représailles et d'attirer de nouvelles persécutions sur les régions envahies, il les a patriotiquement tues. Ainsi s'expliquent certaines lacunes de ce récit. Ces lacunes disparaîtront un jour. Le lecteur les comblera aujourd'hui par un acte de foi envers la France et d'amour pour nos frères encore sous le joug.

SERGE BASSET.



PREMIERE PARTIE
DE HIRSON A RASTATT



M^{me} DESSON

I

Si je me suis décidé à recueillir quelques épisodes de mes onze mois de captivité, ce n'est point dans une pensée de vanité, mais pour apporter ma modeste contribution à l'histoire anecdotique de l'occupation allemande. C'est aussi pour rendre hommage au courage et au patriotisme de mes compagnons.

Certes, à trop d'indices et bien avant ce fatal mois de juillet 1914, j'avais eu la sensation que la guerre approchait. Mais, même la veille de la mobilisation, je n'aurais pu m'imaginer à quelles surprenantes aventures le Destin me réservait. J'avais formé le dessein de passer mes vacances, comme les années précédentes, à Saint-Jean-de-Luz. Et le 1^{er} août je déjeunais chez moi en me demandant si les événements me permettraient de partir, quand on m'apporta un télégramme de ma fille, Mme Jean-Marie Desson. Elle habitait Tergnier, dans l'Aisne. Elle y exploite, avec mon gendre, le grand hôtel Jean-Marie, bien connu de tous ceux qui fréquentent la région. « Mon mari

parti mobilisé pour Charleville, disait le télégramme, suis toute seule pour diriger l'hôtel. Viens tout de suite. »

Il y avait un train à 6 h. 20 soir : « Nous allons le prendre », dis-je à ma femme. Ah ! bien oui !... Quand le taxi-auto qui nous emportait vers la gare du Nord arriva rue de Châteaudun et rue Lafayette, en voyant l'énorme foule agitée d'émotion, d'inquiétude ou d'enthousiasme, qui remplissait ces rues, je compris tout de suite que nous n'arriverions jamais. Un homme un peu débrouillard réussit toujours à se faufiler à travers des groupes. Je me séparai donc de Mme Desson en lui promettant de revenir bientôt à Paris pour la chercher. Et, me frayant un chemin dans la foule au prix de mille efforts, je pus atteindre la gare ; j'en connaissais les services. Par des chemins connus de moi, je réussis à gagner le quai de départ et à sauter dans un fourgon au moment où sifflait la locomotive.

Quel spectacle offrait ce train regorgeant de voyageurs, la plupart étrangers (combien y avait-il là-dedans d'espions et de gens qu'on eût dû fourrer dans un camp de concentration !) tous, la mine anxieuse ou désespérée, entassés dans les wagons, debout, quelques-uns juchés sur le cadre des portières ou sur le marchepied !

Durant le trajet, je pus faire de singulières observations. J'arrivai à peu près à l'heure normale à Tergnier. À l'hôtel Jean-Marie, je trouvai ma fille se démenant de son mieux dans le restaurant parmi des voyageurs égarés. Je passai la nuit à l'aubier, car un flot incessant de passagers, venus de partout, débordaient pressamment l'hôtel.

Durant quelques jours, dans le pays et dans l'hôtel, le flot continua à déborder. Et, du matin au soir, ma fille, moi, le personnel réduit à presque rien, nous ployions sous la besogne, le cœur serré par tout ce que nous apprenions, car les mauvaises nouvelles arrivaient presque aussi nombreuses que les voyageurs : l'entrée des Allemands en Belgique, leurs atrocités, Liège, Louvain, puis, bientôt après Maubeuge envahie. Un vent de panique soufflait par instants sur la région... La police même de Tergnier s'étant trouvée désorganisée par la mobilisation, à la prière du commissaire, M. Cormoran (que je devais retrouver plus tard prisonnier à Celle), j'acceptai de faire partie, avec quelques braves gens, d'une compagnie d'ordre public chargée de veiller la nuit sur la sécurité des immeubles. Allons bon ! me disais-je, te voilà devenu *sergent* !

Une grande inquiétude me prenait en songeant aux immenses entrepôts de Tergnier qui renfer-

maient pour des millions de marchandises (blé, sucre, tourteaux, denrées). On disait que les Allemands approchaient. Allait-on laisser tomber cette précieuse manne dans leurs pattes ?... Justement des convois entiers de locomotives expédiées de Belgique, traversaient la gare de Tergnier militairement occupée. Il n'y avait qu'à charger sur des plates-formes ce formidable stock de marchandises, y atteler des locomotives et les expédier plus loin. On verrait ensuite. A diverses reprises je suggérai cette idée aux officiers qui commandaient la gare :

— Vous avez raison, me répondaient-ils invariablement. Mais nous n'avons pas d'ordres !

Cet absence d'ordre et d'ordres a valu aux Allemands la joie de profiter d'une incomparable aubaine !

Vers la fin d'août commencèrent à affluer les émigrés de Maubeuge. Lamentable troupeau humain fuyant devant l'invasion ! Ces pauvres gens marchaient accablés, muets et comme frappés de stupeur, dans un inexprimable dénuement. A les voir coucher dans la rue ou supplier qu'on leur donnât à manger, les plus durs se sentaient remués jusqu'aux larmes... Quelles tristesses nous réservait demain ? Quelles calamités allaient donc fondre sur la patrie ?

Mes amis dans la peine

Le 25 août, à cinq heures du matin, j'entendais frapper à la porte de l'hôtel. Je descendis en hâte et me trouvai devant un tableau émouvant : Mme D..., ses cinq petites filles et sa belle-mère venaient me supplier de les aider à quitter le pays. Les D... sont pour nous d'excellents amis ; j'ai pour eux tous une ancienne et très vive affection. Depuis de longues années établie dans la région, la famille est extrêmement connue, aimée et respectée. Le père et la mère de Mme D..., M et Mme O..., habitent le château du ... dans la commune de R... M. D..., leur gendre (mobilisé dès les premiers jours), est un des maires de l'arrondissement et, depuis des années, je suis l'ingénieur-conseil d'une importante sucrerie que possède la famille.

Vous devinez mon émotion à voir Mme D... entourée de ses enfants, de sa mère et de domestiques à la mine bouleversée, debout à notre porte à cette heure matinale. Mme D... pleurait.

— Qu'y a-t-il donc ? lui demandai-je.

Avec des sanglots qui brisaient sa voix, elle

m'expliqua que, sur les bruits effrayants qui couraient de l'invasion toute prochaine des troupes allemandes précédées de la sinistre réputation des horreurs commises en Belgique, le père et la mère de Mme D..., M. et Mme O..., avaient décidé leur fille à regagner Paris. Eux, trop âgés, disaient-ils, pour partir, attendraient les événements. Ils ne voulaient pas que rien pût atteindre leur fille et leurs petits-enfants.

— Je sens bien que pour mes enfants il faut partir, me répétait la pauvre femme à travers ses larmes : mais laisser mon père et ma mère... Je ne vivrai plus !...

M. et Mme O... avaient eu raison. Avant tout, il faut sauver les jeunes, qui sont l'espoir de l'avenir, la moisson de demain... Je rassurai Mme D... : je veillerais sur ses parents. Pour elle, il convenait qu'elle partît, et le plus tôt possible pour Paris.

— Oui ; mais comment partir ?

Je courus à la gare.

— Trop tard ! me déclara le commandant militaire. Je suis avisé qu'on ne nous enverra plus de train.

— Eh bien ! formez-en un ici. Ce ne sont ni les wagons ni les locomotives qui vous manquent, sapristi !

Le commandant hésitait :

— Je ne puis pas : je n'ai pas d'ordres...

Toujours cette déplorable réponse :

« Je n'ai pas d'ordres. » Eh bien ! et l'initiative individuelle ?

Sur la quai attendant, espérant quoi ? (les pauvres gens ne le seraient eux-mêmes), une foule d'émigrants couchés, assis, debout, pitoyables se massaient à chaque instant plus douloureuse. Je la montrai au commandant :

— Vous n'allez pas abandonner ces malheureux. Que deviendraient-ils ?

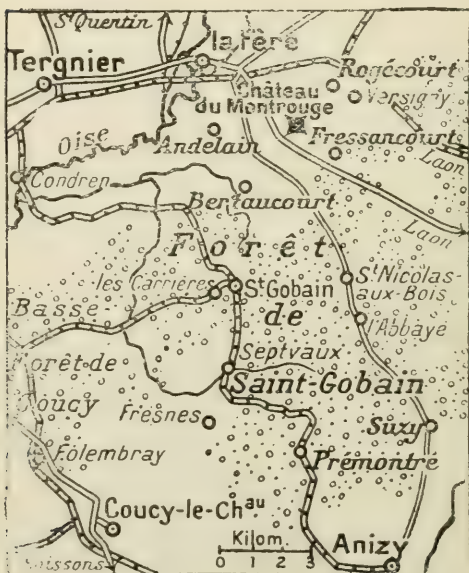
Je le pressai : je lui représentai qu'il lui était moralement impossible (alors que lui et son personnel se préparaient à partir) de quitter Tergnier sans organiser un dernier convoi pour les émigrants. J'offris de payer un train spécial en cas de difficultés avec l'administration. Je réussis à convaincre le commandant. Et à sept heures du matin (sans la joie de voir s'ébranler le wagon où l'on s'était confortablement installé Mme D... ses enfants, sa belle-mère et ses domestiques. Ce fut le dernier train qui partit de Tergnier !

Au moment de partir, Mme D... eut une nouvelle crise de larmes.

— Je vous supplie de ne pas abandonner mes parents, me dit-elle.

— Comptez sur moi, lui répondis-je. Aujourd'hui même j'irai me mettre à leur disposition. Quoi qu'il arrive, et *tant que cela dépendra de moi*, je vous promets de ne pas les quitter !

Et c'est ainsi que, venu à Tergnier pour ma fille, je restai dans la région pour des amis !



Carte des environs du Montrouge.

II

Aussitôt de retour à l'hôtel, je prévins de ma résolution ma femme (qui depuis quelques jours avait pu nous rejoindre) et je fis porter à M. et Mme O..., par un domestique ce court billet : « Mme D... et ses enfants sont partis Envoyez-moi une voiture pour que j'aie m'entendre avec vous sur ce qu'il y a à faire. Comptez sur moi. »

Il n'y a guère que 7 à 8 kilomètres de Tergnier à Rogécourt, la commune où s'élève le château du Montrouge. Deux heures après, une voiture était devant ma porte. Après avoir promis à ma femme et à mes enfants de revenir, le soir même, pour les mettre au courant des décisions que j'aurais prises, je partis. M. et Mme O... m'attendaient dans la désolation. Le départ de leur fille et de leurs petits-enfants, le déchirement de la séparation, les craintes que leur inspirait l'avenir, l'abandon où les avaient laissés la plupart de leurs domestiques les plongeait dans une affliction profonde. L'âge et la maladie les avaient aussi très affaiblis. Et le vent de panique qui

soufflait sur le pays achevait de les accabler. Ils s'embrassèrent en pleurant :

— Qu'allons-nous faire ? Qu'allons-nous devenir ?

— Je les aime très tendrement, je l'ai dit, et je les aime de mon mieux.

— Examinons la situation. Quoi qu'il arrive, nous voilà trois maintenant. Et à trois on peut faire bien des choses.

Je m'installe au château du Mont- rouge

La situation était loin d'être rassurante pour moi. Le château du Montrouge est entouré de deux grandes fermes : de la sucrerie de Berchères et de l'administration de la sucrerie était très difficile d'avoir réuni les deux cents ouvriers qui remplissaient celles de bruit, de travail et de sécurité. Dans les deux fermes, les contremaîtres mobilisés n'avaient laissé qu'un maigre personnel féminin, chaque jour émietté davantage par les mauvaises nouvelles. M. et Mme O..., si entou-



COQUEREL
 Directeur du Mont-de-Piété
 de Saint-Quentin.

G. DESSON
 Ingénieur.

DELOCHE
 Propriétaire.

**Comte de
 FRANQUEVILLE**

Gaston CATOIRE
 Maire de
 Saint-André-les-Villes.



M. JACOMET
Procureur général.

LEBAS
Maire de Roubaix.

Comte de FORCEVILLE

TRÉPONT
Préfet du Nord

NOËL
Sous-préfet.

Les otages de la chambre 107 au château de Celle (Allemagne) (Page 155).

rés un mois auparavant, se trouvaient en réalité, seuls dans cette vaste étendue, incapables de se défendre et, de par leur âge et de par la maladie, abandonnés par tous devant l'invasion en marche.

Fallait-il donc quitter le château ? A cette pensée leur cœur se fendoit... Dire adieu à tout ce qui avait fait la joie de leur vie durant des années, était-ce possible ?

— Si nous partons, qu'est-ce que tout cela va devenir ? gémissaient-ils.

— Vous ne partirez pas, fis-je résolument. Si les Prussiens viennent, on les recevra. Ils ne nous mangeront pas peut-être ! Je suis de taille et d'humeur à leur dire deux mots.

— Alors, nous restons ? me demandèrent-ils très étonnés.

Mais oui, nous restons. Je vais retourner à Tergnier pour décider mes enfants à partir pour Paris. Avec ma femme, je reviendrai dès demain pour nous installer ici.

Quelques instants après, j'étais de retour à Tergnier.

— Vous partez demain matin, déclarai-je à mes enfants. Faites des paquets de tout ce que vous avez de précieux et préparez-vous à l'emporter. Vous gagnerez Paris et vous vous installerez chez

moi en attendant notre retour... Car je garde avec moi votre mère, bien entendu.

Nous passâmes la nuit à entasser malles et paquets. J'enterrai dans les caves tout ce qui ayant quelque valeur ne pouvait cependant pas être emporté. Et comme un ingénieur est toujours un peu maçon, je murai nos cachettes. Hélas ! la dénonciation d'une femme de chambre en livra le secret aux Allemands qui jetèrent bas les cloisons et les fausses murailles improvisées et, entre autres rapines, pillèrent la cave de mon fils : une cave admirable, avec d'extraordinaires cognacs et des bouteilles de vieille chartreuse. Quand je pense que ce sont les Allemands qui les ont bues !

* * *

Le lendemain, après avoir vu s'éloigner la voiture qui emportait mes enfants, Mme Desson et moi nous nous installâmes au château du Mont-rouge. Les événements qu'on nous annonçait, eh bien ! on allait les voir !

Cela ne tarda pas. Dans l'après-midi, j'étais allé à la Fère chercher Mme B..., la propre mère de Mme O..., une charmante et douce aïeule de quatre-vingts ans passés. En rentrant le soir, j'aper-

cus de loin, dans l'admirable clair de lune de la soirée, comme une bande de grands oiseaux posés sur le plateau. Dans le bleu de cette claire et douce nuit, le coup d'œil était magnifique. Je regardai de plus près et je reconnus à leur forme spéciale des avions anglais. Il y en avait quarante-deux !

— Voici une garde d'honneur qui en vaut bien une autre, pensai-je. Allons, cette nuit, nous pourrons dormir tranquille !

Dormir ! Ah ! je ne le pus guère !

Dès mon arrivée au château, le matin, M. et Mme O... m'avaient prié de les remplacer en tout et pour tout. Je devenais l'intendant général. Je devais donc me consacrer tout entier à ce rôle.

Je fis de mon mieux pour recevoir nos alliés. Un général dirigeait cette colonne d'aviateurs. Avec ses officiers, il logea au château pendant que j'organisais le campement du reste de la troupe. Le lendemain, les grands oiseaux repartirent et le ronflement de leurs hélices, un instant, nous remplit d'espérance.

Le général m'avait paru soucieux. A mes questions : « Sait-on où sont les Allemands ? Où en est-on ? Qu'est-ce qui se passe ? » il n'avait que peu ou point répondu. Le soir même, la réponse devait nous venir, soudaine, brutale, terrifiante.

Nous avons passé l'après-midi à voir défilér des troupes anglaises et à les regarder s'installer à quinze cents mètres de nous, dans un château qu'on appelle le château de M. L., et qui, d'un autre point, comme celui de Montrouge, domine la petite vallée. En hâte, les arrivants le fortifiaient, l'entouraient de fils de fer barbelés et de tranchées... Des silhouettes de canons apparaissaient par instants aux alentours du château. Evidemment, nos alliés établissaient là un blockhaus — et à cette vue nous nous sentions partagés entre la confiance et l'appréhension...

— Les Boches peuvent venir, disais-je en plaisantant à M. et Mme O..., on aura de quoi les recevoir...

III

Téméraire confiance ! La plus désagréable désillusion nous attendait le soir même. Vers dix heures, j'allais me coucher, quand deux officiers anglais se présentèrent, très affairés.

— Monsieur, me dirent-ils rapidement, il faut évacuer le château ce soir même. Les Allemands s'approchent, vous vous trouveriez pris entre deux feux... Partez sans retard !

Désolé, je demandai :

— Est-ce un ordre ?

— Je suis aux regrets, monsieur, répondit un des deux officiers, d'avoir à vous dire que c'est un ordre.

Il n'y avait qu'à s'incliner et à songer au départ. Mais où aller ? Je me souvins que, dans la forêt, toute proche, de Saint-Gobain, d'immenses carrières pouvaient offrir un refuge à de nombreuses personnes. Le mieux était donc de demander un abr. momentané à la forêt. Au reste, nous n'avions pas le choix. L'ordre était formel :

la nécessité nous pressait. Je me résignai donc à prévenir M. et Mme O...

On juge du coup que reçurent en plein cœur mes pauvres amis. Je ne puis songer à leur douleur sans me sentir, aujourd'hui encore, le cœur serré. Quelques ménagements que je prisse pour leur annoncer la fatale nouvelle, ils restèrent atterrés. J'essayai de les consoler.

— Il nous faut partir, c'est entendu... mais nous n'irons pas très loin du château. La forêt de Saint-Gobain est là à deux pas. Nous y serons tout à fait à l'abri. Et nous y attendrons les événements. Rien ne prouve, en somme, qu'il se livrera ici-même une bataille. On nous fait partir par mesure de précautions, tout simplement...

En route pour la forêt !

Par l'instituteur de Rogécourt, M. Béguin (un Français qui sut être à la hauteur de son devoir), je fis prévenir en même temps les habitants des communes voisines de l'arrivée imminente des troupes allemandes, de l'ordre d'évacuation que j'avais reçu et du danger qu'il y aurait à lui déso-

béir. Toute la nuit, des domestiques coururent de village en village. En même temps, j'envoyais, au milieu de la nuit, dans la direction de la forêt un convoi de bœufs, des chevaux, des chariots de provisions. Si on devait camper dans le bois ou parmi les carrières de Saint-Gobain, au moins serait-on sûr de ne pas mourir de faim.

L'arrivée de mes messagers dans les sept communes qui entourent le château du Montrouge souleva une intense émotion. « Que se passe-t-il ? Que va-t-il arriver ? Nous dit-on la vérité ?... » La panique, fille de l'erreur et de la méfiance, transforma à ce point les avis donnés par mes envoyés que, dans quelques villages, on crut aux pires choses. « Les châtelains du Montrouge fuyaient à l'exemple de certaines autorités. Qu'allait-on devenir ? » Aussi, vers trois heures du matin, dans le jour blême, je pus voir réunie devant les grilles, une foule de 1.000 à 1.500 personnes se lamentant, criant, quelques-unes gesticulant et menaçant :

— C'est abominable ! — Ce sont les riches qui s'en vont. — Ils nous abandonnent. — On va nous livrer aux Allemands. — Il ne faut pas qu'ils partent !...

Dans cette atmosphère de fièvre et de révolte un désastreux incident pouvait tout à coup se

produire. Je me hâtai d'intervenir. Depuis vingt-cinq ans je suis connu dans le pays et j'espérais bien qu'on entendrait ma voix. Du perron du château, je pris la parole. Et simplement, en ami, en camarade, en Français qui parle à des Français, je menaçai de leur faire comprendre l'étendue de leur erreur. Non seulement nous ne voulions pas les abandonner, mais c'est nous qui, la veille, leur avions fait communiquer l'ordre de l'état-major anglais. Nous nous préparions à partir avec eux... J'étais revenu de Paris à Tergnier tout exprès pour partager leur sort... Sous mes paroles leurs préventions tombaient et à leur colère succédaient la confiance et l'attendrissement.

— Vous allez nous suivre, leur disais-je, et nous partirons tous ensemble dans la forêt. Là nous serons à l'abri. Vous savez combien sont vastes et sûres les retraites que peuvent nous offrir à tous les carrières de la forêt... Là nous n'aurons rien à craindre. D'abondantes provisions nous y attendent. En route ! Si les Allemands doivent venir jusqu'ici, ne leur donnons pas la joie de voir des Français se déchirer devant l'ennemi !...

Et tous ensemble nous partîmes pour la forêt de Saint-Gobain.

La forêt de Saint-Gobain n'est distante de Ber-

laucourt que d'un kilomètre. Le défilé s'organisa : la famille O... en voiture, les autres à pied, traînant des enfants dans des brouettes ou tout ce qu'ils avaient cru devoir arracher à leur pauvre logis. Quelques-uns sur leur dos portaient des hardes ; d'autres avaient entassé dans des voitures d'enfants des objets familiers... De treize à quinze cents personnes, en colonne, s'engagèrent à notre suite dans la forêt et pendant que nous y marchions, le nombre fut grand de ceux qui vinrent s'excuser de leur attitude de tout à l'heure et me remercier... Braves gens, dont la sincérité dans la colère et la gratitude était également touchante !

**Faut-il craindre ?
faut-il espérer ?**

Une fois dans la forêt, nous avions pris la direction de Prémontré, en passant par Saint-Nicolas-au-Bois... Une fois à Prémontré, des provisions ayant été distribuées à tous, au cours de l'après-midi, les uns s'installèrent dans les vastes carrières de pierre, d'autres purent trouver asile dans Prémontré même. Comme le temps était radieux,

beaucoup campèrent tranquillement en plein air et couchèrent à la belle étoile...

Si heureux que je fusse de l'heureuse issue de cette première journée d'exode, terrassé par la fatigue, je m'endormis le soir, fort triste, et me réveillai plein d'angoisse. Qu'allais-je faire ? Qu'allais-je dire à tous ceux qui semblaient m'avoir confié leur destin ?

Les troupes anglaises qui, la veille, s'étaient établies au château L..., commencèrent dès l'après-midi à traverser la forêt. Elles battaient donc en retraite. Mauvais signe. Des officiers, j'essayais d'obtenir quelques renseignements. Ils se taisaient presque farouchement. J'eus la chance de rencontrer, parmi eux, un vieux camarade, interprète d'une section de télégraphistes, M. Seré de Rivières, le fils du « Bon juge », et je le questionnai avidement :

— Je ne sais rien, me répondit-il en substance, si ce n'est que les Allemands ne sont pas loin... Ce que je puis te dire, c'est qu'il n'y a pas eu de bataille au Montrouge.

C'était déjà quelque chose. Le lendemain, de grand matin, je résolus d'en savoir plus long. Avec un vieux domestique, je partis en reconnaissance... Arrivés à l'orée du bois, comment voir au loin ? Bien que fort éloigné de ces sortes

d'exercices, je dus me résoudre à grimper sur un arbre ; et, avec l'aide de jumelles que j'avais eu la bonne idée de ne pas laisser au château, je fouillai longuement l'horizon. Rien, rien, rien... Berteaucourt, Fressancourt, le Montrouge, paraissaient déserts. Les Allemands n'étaient pas encore venus jusque-là.

On devine la satisfaction de tous quand, revenu en pleine forêt, j'appris à mes compagnons que, pour l'instant, l'ennemi n'apparaissait pas encore.

— D'ailleurs, dis-je à mes amis, je veux y aller pour voir de plus près. Ne vous inquiétez pas...

J'attelai un cheval et, fouette cocher ! Je fus bientôt à Fressancourt, et de là au Montrouge. C'était partout la solitude. La solitude et les tristes images de la guerre... Sur les routes, des chevaux morts, des entassements d'objets, des provisions... Sur certains points des feux de bivouac brûlaient encore que je m'empressais d'éteindre, de crainte d'incendie. Ailleurs, des fusils brisés ou abandonnés, des paquets de cartouches. Sur le fortin du château L..., même désordre... Je fis à droite et à gauche une ample récolte de provisions et je repartis pour la forêt où mon retour fut salué d'exclamations de joie...

Le lendemain, je repris de nouveau le chemin

du Montrouge. Cette fois, une division d'infanterie française y campait... Sur un ordre subit, elle repartit en hâte et j'eus à détruire d'importants papiers que, dans la précipitation du départ, l'état-major avait abandonnés.

Pendant ce temps, la vie des émigrés s'organisait dans la forêt. Les uns s'étaient installés aussi confortablement qu'ils le pouvaient dans les carrières. D'autres allaient et venaient entre Prémontré et les villages voisins, demandant asile à des parents, à des amis. Trois jours se passèrent assez calmes, dans une attente qui n'était plus fébrile. Un avion allemand apparut une après-midi dans le ciel. Le lendemain vers minuit, on signala l'arrivée de uhlans à Prémontré. Et les angoisses recommencèrent, d'autant plus que quelques heures après, parut un groupe de Hussards de la mort... Était-ce, cette fois, le torrent de l'invasion qui allait déborder sur nous ?

Imprudent retour !

Non. Fut-ce parce que le pays manquait d'eau sur certains points ? Est-ce parce que leurs espions leur avaient signalé la mise en défense du

château Landrin et derrière le blockhaus improvisé, redoutaient-ils quelque piège ? Les Allemands ne se montraient plus. Nous sûmes qu'ils s'étaient dirigés du côté de la Fère et de Soissons. Deux jours s'étaient passés dans l'attente. Le troisième, n'y tenant plus d'impatience et de curiosité, je repartis pour le Montrouge. Agréable surprise ! A dix lieues à la ronde, on ne découvrait plus de traces de l'ennemi. Je revins en hâte à Susy, où M. et Mme O..., s'étaient réfugiés depuis l'avant-veille et je courus annoncer la bonne nouvelle à travers la forêt A tout le monde je répétais :

— Il n'y a plus de Boches chez nous... Je ne crois pas désobéir à l'ordre que nous avons reçu en vous conseillant de rentrer chez vous...

Cette proposition répondait trop au désir de tous pour ne pas rencontrer l'assentiment unanime :

— Oui, oui, rentrons !...

Et clopin-clopant, la colonne repartit, le défilé du retour s'organisa. La mine réjouie, se flattant de l'espoir que, pour eux du moins, les heures tragiques étaient finies, les émigrés, après huit jours de campement dans la forêt, revirent le chemin de leur maison... Le soir du 9 septembre, tout reprenait sa physionomie normale dans les

sept communes qui entourent le château du Montrouge. Et en songeant que j'avais contribué à ce résultat, je me sentais heureux comme lorsqu'on a fait un peu de bien.

— Allons, ça ira peut-être mieux que je ne pensais, dis-je à ma femme le soir du retour.

Ce rêve de confiance, où je me laissais bercer, je devais bientôt en être cruellement tiré !

IV

Quelques jours après, c'était l'invasion. Le 10 septembre, par paquets, arrivaient les troupes allemandes précédées de leurs colonnes de ravitaillement. Au milieu de la stupeur indignée de tous, elles s'établissaient à Rogécourt, à Berteau-court, dans toutes les communes environnantes.

Dès le lendemain, je recevais la visite d'un officier supérieur. Il m'apprit qu'il était le chef de la kommandantur de la Fère et m'intima l'ordre de ne distraire, sous peine de mort, quoi que ce fût de ce qui était dans les fermes, la sucrerie ou le château.

— Je vous déclare que tout ici est désormais la propriété de l'armée allemande. Vous aurez à produire, dans les vingt-quatre heures, un état précis des récoltes et du bétail contenus dans ces propriétés.

La main de l'envahisseur s'appesantissait sur nous. Les réquisitions commencèrent aussitôt.

Depuis ce moment, ce qu'ont pu être la vie de la

région, les difficultés de la situation, les procédés de l'occupant, tout cela, je ne me sens pas la liberté d'en parler comme je le voudrais, comme il conviendrait. Je ne puis oublier que j'ai laissé là-bas des amis chers, des compatriotes. Sur ceux-là, une parole imprudente pourrait attirer de cruelles représailles. On comprendra que je me taise. Pour n'avoir été ni intimidé, ni découragé par la perpétuelle menace de nos ennemis, je ne tardai d'ailleurs pas à être emprisonné. Je préfère en venir tout de suite aux circonstances de mon arrestation.

Le mercredi 4 février, sur le coup de onze heures et demie, j'achevais de faire la paie à la poignée d'ouvriers et d'ouvrières que j'avais réussi à grouper dans les services de la sucrerie de Ber-teaucourt et je me disais que, dans quelques instants, je déjeunerais sans déplaisir, quand on me prévint qu'un gendarme allemand voulait me voir. Introduit, le quidam me demanda si j'en avais encore pour longtemps.

— Vous le voyez, répondis-je, j'ai encore une quinzaine d'ouvriers à régler.

— C'est bien, fit-il, j'attendrai !

Allons, pensai-je, encore quelque tracasserie ! Je hâtai mon règlement de comptes, moins certes pour savoir ce que cet autre me voulait que pour

ne pas retarder outre mesure mon déjeuner, et, le dernier ouvrier payé, j'interrogeai le gendarme. Il se roidit, fit la grimace, et finit par me déclarer, dans un charabia épouvantable, qu'il était très ennuyé, parce qu'il avait l'ordre de m'arrêter.

Demander le pourquoi d'une consigne à n'importe quel gendarme du monde, c'est le comble de l'inutilité ; discuter avec un gendarme allemand, c'eût été de la plus sombre folie. Un peu agacé par l'incident, car j'avais de plus en plus d'appétit, je suivis cependant l'individu sans mot dire. Et je ne protestai que lorsque, devant l'automobile prête à repartir devant la sucrerie, j'appris que je devais être conduit sans une minute de répit à la kommandantur de Crépy-en-Laonnois, à sept kilomètres de là. Retourner au château, y prendre quelques vêtements, embrasser ma femme et mes amis m'était interdit ; quand j'émis cette prétention, le gendarme faillit prendre une attaque d'apoplexie. Non, non, l'ordre était de partir sur-le-champ, en quatrième vitesse, sans autre chose.

— Je reconnais bien dans ce procédé l'habituel manque de courtoisie de vos compatriotes, dis-je au gendarme.

Celui-ci ne parut pas comprendre. Depuis l'occupation, il en avait probablement entendu bien

d'autres. Un quart d'heure après, nous arrivions à Crépy. Crépy est un gentil petit bourg : des maisons tout le long d'une rue. La kommandantur a choisi pour s'y installer une façon de cottage assez coquet. J'y comparus devant le chef de poste. Il me confirma l'ordre d'arrestation, et à ma question : « Pourquoi suis-je arrêté ? » il eut une réponse évasive :

— Vous le saurez prochainement. Vous resterez ici à Crépy et vous serez traité comme un officier.

En officier ! Pourvu que ce ne fût pas en officier allemand, je n'avais rien à dire. Je suivis donc un lieutenant qui me conduisit à ce qui devait être ma nouvelle résidence. Piètre résidence ; c'était, dans une pauvre maison, une chambre inhabitée depuis la mort assez récente de son locataire : une alcôve sombre, avec un lit poisseux, une table et deux chaises. Les murs pleuraient de tant d'indigence, je veux dire qu'un désagréable suintement apparaissait aux murs. Il faisait froid. La cheminée semblait depuis de longs mois déshabituée de toute joyeuse flambée... Ma captivité décidément ne commençait pas de façon reluisante. Avec cela, il était plus de deux heures : mon estomac commençait à témoigner son impatience.

— Puisque vous avez bien voulu vous préoccuper de mon logement, dis-je à l'officier, vous allez sans doute vous charger de ma nourriture... Je ne serais pas fâché de déjeuner.

Le lieutenant me toisa, puis avec un petit geste sec :

— Arrangez-vous si vous voulez !

La propriétaire de la maison, Mme A..., eut heureusement plus de souci de l'hôte que lui envoyait l'injustice allemande. Elle me donna quelque nourriture, en s'excusant de ne pouvoir davantage. Mais, d'un état de fortune assez médiocre avant la guerre, elle se trouvait à peu près réduite au dénûment par l'occupation. Ses deux filles et leurs enfants, chassés de Laon par l'invasion, aggravaient les charges du pauvre ménage. Et, dans une pièce voisine, le mari de Mme A..., rongé de tuberculose, au plus mal depuis quelques jours, entraînait en agonie, il devait mourir le lendemain.

Un singulier conseil de guerre

Ce même lendemain, la kommandantur me fit prévenir par un sous-officier que j'étais déferé à

un conseil de guerre. La nouvelle ne m'émut pas sensiblement. Je savais que, dans la plupart des cas, le conseil de guerre n'était qu'une sorte d'épouvantail à pauvres gens.

Combien j'avais raison ! Ma comparution en conseil de guerre se réduisit à un interrogatoire de plus de deux heures. Un officier de police militaire, *kriegsgerichtsrat*, assisté d'une sorte de greffier et d'un interprète, après m'avoir fait déclarer mes nom et prénoms, me pria de répondre à ses questions. Aucune accusation n'était formulée contre moi. Oh, non ! On me demandait seulement des renseignements sur la fortune des uns, des autres, sur la situation morale et financière de quelques familles. Incidemment, l'officier de police militaire me signalait certains faits qui s'étaient passés, au château de Montrouge ; il me rappelait des discussions que j'avais eues avec des chefs ou des soldats... Il avait ouvert, devant lui, un énorme dossier amoncelé contre moi : plaintes, dénonciations calomnieuses, lettres anonymes, de l'arbitraire, de l'injustice et de la boue... Et, sur un ton insinuant, avec mille précautions oratoires, il s'efforçait de me faire parler :

— Si tu savais comme tu perds ton temps ! me disais-je, secrètement amusé.

De cet interminable interrogatoire, je profitai

cependant pour demander au policier mon transfert dans un autre domicile, alléguant la mort, survenue deux heures auparavant, de M. A... Il consentit à ce que j'acceptasse l'hospitalité d'une personne de nos amis. J'y fus conduit sous escorte et l'on me confia à un trompette saxon, qui s'établit dans une pièce à côté de la mienne, avec l'ordre de ne pas me quitter d'une semelle. Notre amie me préparait mes repas. Jusqu'au dimanche suivant, je restai enfermé dans ma chambre, lisant, ou réfléchissant, ou pensant à mes enfants, à ma femme, à mes amis. Comme ils me manquaient !

Précieux réconfort

Le dimanche m'apporta la meilleure des joies. Ma femme avait réussi à apprendre où j'avais été conduit après mon arrestation. Elle avait arraché à la kommandantur l'autorisation de me visiter. Des officiers allemands qui se rendaient à Laon, la déposèrent à Crépy, et la ramenèrent à leur retour. Mme Desson m'apportait du linge, des vêtements, des provisions, et, ce qui valait mieux encore, des nouvelles de nos amis, ses encourage-

ments, un peu de sa vaillance. Pendant le mois que je passai à Crépy, sans presque sortir de ma chambre, (car la moindre promenade avec ce soldat qui m'emboîtait le pas m'était devenue odieuse), Mme Desson réussit à venir passer avec moi chaque dimanche. Et si elle ne pouvait rien m'apprendre de Tergnier, ni de nos enfants, son courage et sa gaité m'étaient un précieux et tendre réconfort...

Mon arrestation allait-elle se prolonger ? Le lundi qui suivit mon arrivée, j'avais nettement posé la question au chef de la kommandantur :

— Qu'allez-vous faire de moi ?

Il s'était pris à sourire d'étrange façon :

— Vous resterez ici.

— Quelques jours ? Une quinzaine ?

L'ironie de son sourire s'accroissait :

— Quelques mois...

Je trouvais cette ironie de fort mauvais goût. D'autant plus qu'en dépit de la sollicitude de ma femme, je souffrais assez cruellement d'une entérite. Et je dus me résoudre à la dure extrémité de consulter un major allemand. Il me fit avaler une odieuse pharmacopée qu'il appelait *la potion du Diable* ! Elle me fit un mal d'enfer.

Entre temps, des communes ayant été frappées d'une amende considérable, sous je ne sais plus

quel prétexte (les envahisseurs ne s'embarrassaient guère de raisons valables) l'autorité allemande me demanda si je ne consentirais à m'entremettre pour faciliter le paiement de cette amende. On pense bien que je refusai catégoriquement : de ce refus, je n'allais pas tarder à supporter les conséquences.

Un mois jour pour jour après ma première arrestation, le mercredi 4 mars, à huit heures du soir, je m'apprêtais à me coucher, quand deux gendarmes allemands firent irruption dans ma chambre et me tendirent un bout de papier. J'y pus lire cette phrase écrite en médiocre français :

« Par ordre du général en chef commandant les étapes, vous êtes arrêté. Veuillez préparer votre valise pour être dirigé demain sur Chauny. »

— Tiens, pensai-je, je me croyais déjà en état d'arrestation. Enfin ! c'est entendu, dis-je aux gendarmes ; je vais me coucher. Demain, je serai prêt à l'heure que vous voudrez.

— Pas demain, reprirent-ils... C'est immédiatement qu'il faut nous suivre à la kommandantur.

Ces Boches étaient-ils assez assommants ! En maugréant, je fis ma valise et je suivis les gendarmes. Une surprise m'attendait sur la porte : un groupe d'autres gendarmes m'attendait dans la rue, et, de la maison à la kommandantur, ils y fai-

saient la haie, des lampes électriques à la main. Que d'honneurs ! Je m'en serais bien passé. Que voulait dire tout ceci ?

Je n'aurais pas été fâché de le demander à la kommandantur. Mais le chef n'était pas là. Ou du moins avec l'arrogance naturelle aux Allemands, il ne daigna pas me recevoir. Je dus passer la nuit au corps de garde, assis sur une chaise, au milieu de soldats qui jouaient aux cartes, parmi leurs cris, leurs lourdes disputes, leurs rires épais... Sur le matin, j'étais si accablé par la fatigue qu'un d'entre eux, plus humain, s'avança vers moi pour m'offrir une tasse de café...

A midi seulement, le chef de la kommandantur se décida à se souvenir de moi... On m'amena devant lui. Roide, hautain, sanglé dans son uniforme, il était entouré d'officiers figés dans des attitudes menaçantes. Avec des airs de juge qui prononce une sentence, il déploya un papier et me lut quelques phrases écrites en français et qui prétendaient dire ceci ou à peu près :

— *Vous êtes soupçonné d'avoir commis des actes semblables à ceux pour lesquels des sujets allemands ont subi, contre tout droit, la peine capitale au Maroc. Vous êtes donc mis en état d'arrestation.*

— Encore ! m'écriai-je, mais, sapristi, ça fait la troisième fois !... C'était assez d'une. Et puis, que vient faire le Maroc là-dedans !

Le chef de la kommandantur restait impassible. Une révolte me prenait et je continuai :

— Qu'est-ce que vous me racontez, à la fin, avec le Maroc ? Je n'ai jamais mis les pieds au Maroc !

— Monsieur, fit l'officier d'un ton glacial, nous n'avons pas à discuter les ordres qui nous sont transmis. Vous allez être dirigé sur le fort d'Hirson... Vous partirez tout de suite.

Transféré à Hirson

Quelques instants après, une voiture me transportait à la gare de Laon : on m'y poussait dans un compartiment de troisième classe et, entre deux gendarmes, baïonnette au canon, je prenais la direction d'Hirson, par la ligne de Liart. Je sentais que je partais vers un inconnu plein de menaces. En pensant à la douleur des miens, je ne pouvais m'empêcher d'avoir le cœur serré.

A ma tristesse et à mes appréhensions, un

spectacle vint encore ajouter de l'amertume. En arrivant près d'Hirson, je pus constater que nos ennemis avaient reconstruit, près d'Origny, le fameux pont du Chaudron que nos ingénieurs ont mis huit ans à édifier et qu'avaient fait sauter nos troupes en se retirant. Les Allemands y avaient substitué un solide pont de fer. Un des soldats qui me gardait parlait un peu le français; je le questionnai. Il m'apprit que l'armature, le tablier et les principales pièces du nouveau pont étaient arrivées toutes prêtes à monter, et qu'en dix jours nos ennemis les avaient ajustées, mises en place, boulonnées et rivées. Je me détournai pour n'en point entendre davantage.

Nous arrivions à Hirson. Après l'inévitable corvée de la présentation à la kommandantur, je fus conduit, sans désespérer, au fort. Sur certains points, celui-ci n'était plus que décombres. Derrière des entassements de gravats entre deux bastions, s'ouvrait un large corridor. Un *feldwebel* avait pris possession de moi avec le même soin attentif qu'il eût fait pour une marchandise, et maintenant il me guidait dans un dédale de couloirs où nos pas résonnaient désagréablement. D'un geste brusque, il ouvrit une porte, me fit passer devant lui et, dans le demi-jour glacé qui tombait d'une fenêtre, j'aperçus le

cintre d'une casemate. Et, tout au fond, il me sembla discerner, penché devant un petit poêle de fonte, un vieillard transi, une pèlerine sur le dos, qui fendait du bois en s'aidant d'un gros couteau sur lequel il frappait avec une bûche...

V

Je me trompais. Celui que, dans cette pénombre, j'avais pris pour un vieillard s'était redressé, en nous entendant entrer. A le voir debout, très droit, avec un grand air de dignité simple, j'eus un sursaut.

— Monsieur Noël !

Eh oui, je me trouvais en présence de M. Noël, maire de Noyon, sénateur de l'Aisne, directeur de l'Ecole centrale. Depuis des années, je le connaissais et je l'estimais. A le retrouver dans cette casemate, je ressentis tout à la fois une impression de chagrin et de réconfort. Je ne serais donc pas seul !

— Sous quel prétexte avez-vous été arrêté ? me demanda-t-il après les premières effusions.

D'un trait, je lui récitai la phrase mentionnée sur l'ordre d'arrestation :

« Vous êtes soupçonné d'avoir commis des actes semblables à ceux pour lesquels des su-



Devant un petit poêle de fonte, un vieillard, transi,
fendait du bois.

jets allemands ont subi, contre tout droit, la peine capitale au Maroc. »

— C'est comme moi, dit-il. Êtes-vous allé au Maroc ?

— Jamais ! Et vous ?

— Ni moi non plus !

— Vous savez, du moins, ce que veulent dire :
« *des actes semblables à ceux pour lesquels des sujets allemands, etc. ?* »

— Je n'en sais pas plus que vous !

Evidemment, l'inculpation n'était qu'un prétexte. Nos persécuteurs ne s'étaient pas donné la migraine pour imaginer une si pauvre raison. Tout en remplissant de bois le petit poêle, car un froid mortel tombait des voûtes et nous jetait un manteau de glace sur les épaules, nous fîmes cette observation que d'autres prisonniers étaient certainement attendus. Une dizaine de lits, en bois ou en fer, sans sommier, ni draps, ni couvertures, s'alignaient perpendiculairement aux murs sursaturés d'humidité. La nuit tombait. La lueur d'une mince lampe à essence luttait seule contre les ténèbres qui envahissaient la casemate et achevaient de la remplir de froid et de tristesse. A sept heures, un soldat vint souffler le pauvre lumignon. Qu'allions-nous faire ? Se coucher était impossible. Nous passâmes donc la

nuit autour du poêle à échanger tristement nos impressions. M. Noël me raconta que dans une casemate voisine se trouvaient détenus les otages de vingt-neuf communes de la région, y compris Hirson. Ils répondaient sur leur vie d'une amende d'un *million cinq cent mille francs* infligée à ces communes par le général commandant la région. L'histoire de cette amende m'eût édifié (si je ne l'eusse été déjà) sur la bonne foi de nos maîtres momentanés. La voici dans sa douloureuse simplicité :

Au lendemain de la chute de Maubeuge, une compagnie de ligne réussissant à s'échapper était parvenue à se réfugier dans les forêts qui entourent Hirson. Bien que cernée par les Allemands, cette poignée d'hommes, ravitaillée en secret par de dévoués patriotes, tint bon pendant plusieurs semaines. Jusqu'au jour à vrai dire où le mauvais temps, l'hiver, la maladie triomphèrent de leur vaillance. Alors, après avoir pris l'avis de ses hommes, le lieutenant qui commandait ces braves décida de cesser la lutte. Lui et sa compagnie se rendraient aux Allemands — à la *condition formelle* que ni les communes qui les avaient secourus, ni aucune des personnes de la région ne fussent inquiétées. Le lieutenant faisait savoir en même temps à l'en-

nemi que si cette condition n'était pas acceptée, ses hommes et lui avaient résolu de mourir jusqu'au dernier, les armes à la main.

Le général allemand se hâta d'accepter les conditions qui lui étaient faites. Mais aussitôt la compagnie en son pouvoir, violant cyniquement cet engagement d'honneur, il frappa les vingt-neuf communes qui s'échelonnent autour d'Hirson de l'énorme amende que j'ai indiquée, en punition de ce qu'ils appelaient effrontément une aide prêtée à des rebelles. Pour assurer le paiement de la somme, il prit des otages dans chacune des communes visées. M. Lethorey, administrateur d'une des banques d'Hirson, fut chargé de réunir les fonds. En attendant qu'il les eût trouvés, Mme Lethorey fut jetée dans une casemate. Comme cela, on était sûr du mari !

Si triste qu'avait été notre nuit, le lendemain le fut davantage. A dire vrai, je pensai, pendant quelques heures, que je touchais aux derniers instants de ma vie. Pendant que j'achevais de boire le détestable café qu'on nous apporta vers huit heures, l'adjudant du fort, le *feldwebel*, se fit ouvrir la casemate. Par le truchement du comte de Forceville, que je vis, ce jour-là pour la première fois, et qui parle aussi couramment l'allemand que le français, il m'ordonna de le suivre.

— Où cela ? demandai-je surpris et inquiet.

— En cellule. Hâtez-vous, je suis pressé.

— Mon pauvre ami ! s'écria M. Noël effrayé.

— Du courage ! me souffla alors en français M. de Forceville. On ne meurt pas en cellule. Voilà bientôt cinq mois que j'y vis... Je serai votre voisin...

Qu'on aggravât ainsi ma détention, sans nouvelle raison, il y avait là, certes ! de quoi me faire réfléchir. Je dis : « adieu » à M. Noël, que je laissais très ému, et je suivis mon geôlier dans ce qu'il appelait ma cellule. Un lit sans literie, un mauvais banc, une cruche d'eau, dans un trou sombre et glacé ; de quoi attraper infailliblement la mort en quelques heures. Je ne pus m'empêcher de faire cette réflexion que c'était probablement ce que voulaient les Allemands. A midi, on m'apporta une assiette d'un liquide noir et fétide, sur lequel apparaissaient quelques tranches d'un lard rance. Bien que, la veille, j'eusse dîné seulement d'un maigre sandwich acheté à la gare de Laon, je ne pus toucher à cette mixture. Ma pensée était ailleurs. Je me recueillais pour envoyer aux miens, de tout l'élan de mon cœur, un dernier adieu. Peut-être par un de ces mystérieux phénomènes que la science n'explique pas encore, quelque rêve, un

pressentiment leur apporterait-il mes suprêmes tendresses.

Bien que soumis, lui aussi, à l'atroce régime de la cellule, le comte de Forceville devait à sa parfaite connaissance de l'allemand cet allègement de sortir de temps en temps de son cachot quand le *feldwebel*, totalement ignorant de notre langue, avait à parler à d'autres prisonniers français. En passant devant la porte de ma cellule, il ne manquait pas de me jeter un bref encouragement. Le bien que me faisait sa parole affectueuse, je ne l'oublierai jamais — pas plus que l'indicible soulagement que j'éprouvai, sur le coup de six heures, en le voyant pénétrer de nouveau dans ma cellule, accompagné du *feldwebel*, et en l'entendant me dire :

— Une bonne nouvelle. On me charge de vous annoncer qu'il y a eu erreur. On va vous remettre avec M. Noël.

M. Noël m'accueillit avec joie :

— Mon ami, comme j'ai été inquiet pour vous ! Je suis bien heureux de vous voir. Vous allez m'aider à fendre du bois.

Dans ma joie, j'aurais fendu et démoli tout le mobilier. Je me réchauffai auprès du petit poêle. Nous bourrâmes celui-ci jusqu'à la gueule. Et après en avoir approché nos lits, nous essayâmes

de dormir en plaçant notre valise sous notre tête, en guise d'oreiller. Nous étions accablés de fatigue et d'émotion. Le sommeil bienfaisant commençait à fermer nos paupières. Bruyamment la porte de la casemate se rouvrit. Trois nouveaux prisonniers étaient amenés ; M. Jacomet, procureur général près la cour de Douai ; M. Catoire, maire de Saint-André-lès-Lille, et M. Plaquet, économe des hospices de la même commune. Une fois le *feldwebel* disparu :

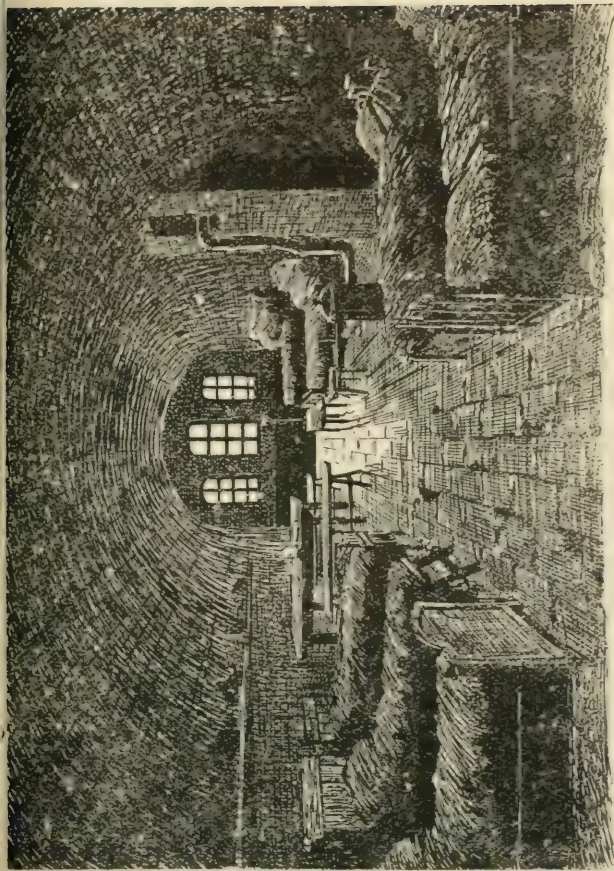
— Qu'est-ce qui a motivé votre arrestation ? leur demanda M. Noël.

D'une même voix, ils répondirent :

— L'ordre d'arrestation portait : « *Vous êtes soupçonné d'avoir commis des actes semblables à ceux pour lesquels des sujets allemands ont subi, contre tout droit, la peine capitale au Maroc.* »

— Vous aussi ! Qu'est-ce que tout cela veut dire ?

Les nouveaux venus n'en savaient pas plus que nous. C'était absurde et voilà tout. Au reste, ce qui les préoccupait avant tout, c'était de savoir comment ils pourraient se coucher. Ils durent, comme nous, essayer de dormir sur ces lits sans literie. La nuit, grand bruit dans les couloirs. M. de Forceville put, entre deux portes, nous



La casemate d'Hirson.

apprendre que le préfet du Nord, M. Trépont, avait été incarcéré vers trois heures du matin, dans cette même cellule où j'avais passé de si cruelles heures. En y songeant, je me sentais encore mal à l'aise, et nous répétions mélancoliquement :

— Pauvre monsieur Trépont !

Ah ! la triste journée qui s'écoula. Nous ne pouvions détourner notre pensée du malheureux préfet jeté dans cette glacière, sans même une couverture. Nos réflexions étaient lugubres, nos cœurs pleins d'angoisse. A midi, à la vue du brouet malodorant qu'on nous apportait, M. Jacomet eut un haut le cœur.

— Je ne pourrai jamais manger ça !

En effet, il ne mangea pas de ce jour-là. Le lendemain deux autres compagnons nous furent donnés, le comte de Francqueville et M. Dohet. Nous leur posâmes la question :

— Pourquoi êtes-vous ici ?

— *Nous avons été soupçonnés d'avoir commis des actes semblables à ceux pour lesquels...*

— Oui, oui, nous connaissons l'antienne... *des sujets allemands ont subi, contre tout droit, la peine capitale au Maroc.*

Bien que notre situation fût lamentable, devant l'absurdité de cet arbitraire, nous commençons

à sourire. La répétition du déraisonnable, « dit un de mes amis qui s'occupe de théâtre, est une source certaine de comique ».

Notre gaieté tomba vite. Dans la journée, M. de Francqueville nous était brusquement enlevé. Déjà la générosité de son caractère nous avait conquis. Notre peine fut grande quand, sans motif, on vint l'arracher à notre sympathie pour le conduire en cellule. Une révolte grondait en nous. Quelle joie nous aurions eue à assassiner l'odieux *feldwebel* qui, de toute la brutalité de ses manières, incarnait la cruauté teutonne !... Mais, en même temps que M. de Francqueville partait, un autre prisonnier était amené devant la porte restée grande ouverte. Il marchait d'un pas alerte. Et quand, pour s'approcher de nous, il passa tranquillement devant le *feldwebel*, avec un air d'inexprimable impertinence, quand sa figure jeune et résolue apparut en pleine lumière, le procureur général poussa un cri :

— Le préfet du Nord !

— Lui-même, fit M. Trépont en souriant. Eh bien, mon cher procureur, on se retrouve !

Le préfet et le procureur s'embrassèrent. L'un de nous dit à M. Trépont :

— Ils ont osé vous arrêter encore !

— Ça fait la troisième fois, répondit le préfet,



M. G. DESSON et MYRZA (Page 73)

du même air de belle humeur. Mais savez-vous sous quelle inculpation, cette fois ? C'est de la folie !... Vous ne le devineriez jamais !

En chœur, nous répondîmes :

— Ah ! c'est de la folie ? Alors, nous savons...
Vous êtes soupçonné d'avoir commis des actes semblables à ceux pour lesquels des sujets allemands ont subi, contre tout droit, la peine capitale au Maroc !

Et tous ensemble, devant la mine ébahie du préfet, nous éclatâmes de rire. Jamais ces tristes murs n'avaient vu tant de gaieté.

VI

Après avoir ri, nous examinâmes la situation. Pour cette nuit, il n'y avait qu'une chose à faire, tâcher de dormir, étendus sur les lits, enveloppés de nos pardessus comme d'une couverture, et de reprendre ainsi quelques forces. Le lendemain, nous ferions appeler le commandant du fort et l'on verrait !

Dans la journée, en effet, sur notre demande, il se présenta à nous. Il s'excusa de nous recevoir aussi mal, mais, nous déclara-t-il, il n'y avait pas de sa faute. Avec un manque de tact bien tudesque, il ajouta :

— En Allemagne, les forts sont beaucoup mieux aménagés. On y trouve de confortables chambres d'officier. Ici, il n'y a rien, rien, rien!... Vos compatriotes, en battant en retraite, ont démoli toute une partie des bâtiments... Je vais tâcher de vous procurer, s'il est possible, un peu de literie.

Un peu après, il revint avec une personnalité

d'Hirson, M. Lethorey, chef de la délégation communale. Touché de notre situation, celui-ci promit de nous faire envoyer tout ce qu'il pourrait. Le surlendemain, on nous remit, de sa part, quelques couvertures, des serviettes, et même trois ou quatre boîtes de conserves. Mais les draps nous étaient interdits, pourquoi, mon Dieu ! pourquoi ? Les otages allemands en ont-ils jamais manqué en France !

En nous enveloppant, le soir, dans nos couvertures, notre pensée allait inévitablement au malheureux comte de Franqueville, toujours rigoureusement au secret dans sa cellule noire et glacée. Si grande que fût sa fermeté d'âme, nous nous répétions, le cœur plein de pitié :

— Pourra-t-il supporter tant de souffrances ?...

Humiliations et angoisses

M. L... avait également réussi à nous faire parvenir quelques aliments, un peu de café. Avec les piètres ustensiles qu'on nous fournit, je réussis à en faire, pour chacun de nous une tasse à peu près buvable. Mes compagnons le déclarè-

rent excellent. Dans leur satisfaction, ils me promurent intendant général chargé du ravitaillement. Tel maître Jacques, dans l'*Avare*, je devais, par la suite, me transformer en une série d'imprévus personnages !

Avec le zèle des nouveaux fonctionnaires, je m'entremis aussitôt auprès du commandant du fort pour réaliser diverses améliorations. D'abord, dans la cuisine. Le maître-coq du fort était, avant la guerre, conducteur de tramways à Cologne. Ça se sentait de toutes les façons ! J'obtins qu'on nous remit quelques provisions de bouche, et je me chargeai de les accommoder. D'intendant général, je descendais — ou je montais ! — au grade de cuisinier. Nous avions parmi nous un chimiste, M. Noël. Sans ironie, on le préposa spécialement à la préparation du café. MM. Dohet et Plaquet devinrent mes aides ; ils épluchaient et lavaient les légumes. M. Catoire se chargea de la cuisson des pruneaux — quand nous en aurions ! — et de la cave... Ne vous montez pas l'imagination. La cave, c'étaient les quelques bouteilles de bière qu'on nous permettait d'acheter à la cantine, — et l'eau ! Ah ! l'eau ! Elle nous était apportée d'Hirson, *par le vidangeur de la ville*... A quel usage avaient pu servir les tonneaux qu'il remplissait ? Je n'y puis son-

ger encore sans frémir de dégoût. Ce qu'on la faisait bouillir et rebouillir, cette eau prétendue potable !

On ne nous épargnait aucune humiliation. Voulions-nous aller aux cabinets ? Il nous fallait appeler le *posten*, la sentinelle en faction devant notre porte, également chargée de nous surveiller et de nous écouter. Le *posten* prévenait la garde qui déléguait un soldat en armes. Baïonnette au canon, celui-ci nous accompagnait jusqu'à d'immondes latrines. Il y pénétrait avec nous et se tenait devant nous pendant que nous cédions à la nature. Aujourd'hui encore, j'éprouve un sentiment de honte quand ces souvenirs me reviennent en mémoire.

Peu à peu cependant, notre vie s'organisait, parmi ces tristesses. Une vie morne et languissante, traversée de brefs instants de gaieté, dominée par cette idée fixe : Que veut-on faire de nous ?... Le soir, quand les clairons du fort avaient sonné l'extinction des feux, dans l'obscurité, groupés autour du petit poêle, coude à coude et cœur à cœur, nous examinions les diverses hypothèses que forgeait l'esprit de chacun. Nous nous racontions les faits dont nous avions été témoins, les atrocités allemandes, les dénis de justice. Notre conviction unanime était

que bientôt des soldats nous feraient sortir de la casemate à coups de crosse pour nous conduire jusqu'au fossé devant lequel on nous fusillerait... Cette éventualité, nous en pesions les chances, nous en discussions les détails, nous l'envisagions, nous nous y préparions. Si un matin, au petit jour, dans ce couloir perpétuellement retentissant des pas du *posten*, de la voix ou du chant des soldats, un sinistre cliquetis d'armes se faisait entendre, si un peloton d'exécution s'avancait, eh bien ! il nous trouverait prêts !

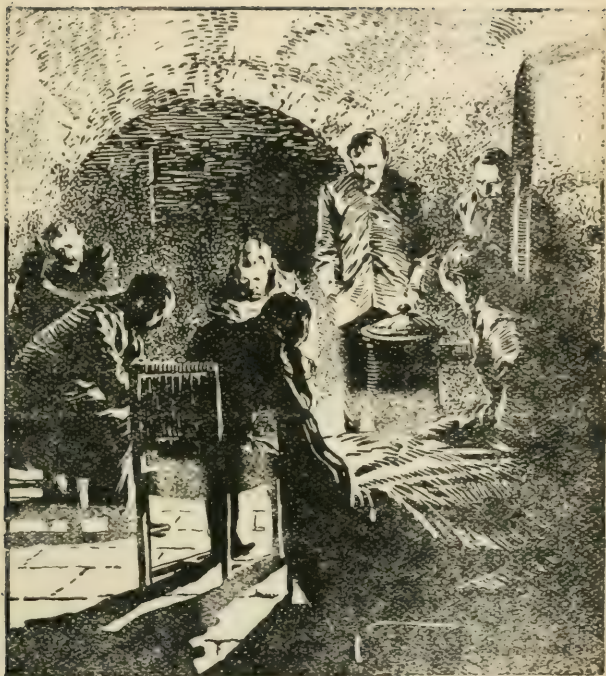
M. Trépont nous animait de sa vaillance et de sa belle humeur. Pour lui, la victoire était sûre et prochaine. Nous n'avions qu'à patienter.

— Désespérer de la patrie serait un crime, nous répétait-il.

M. Noël avait écrit à M. Antonin Dubost, président du Sénat, en le priant d'informer le gouvernement français que nous étions retenus comme otages à Hirson, à la merci de l'arbitraire allemand. Nous avions écrit également à nos familles pour leur donner de nos nouvelles. Le commandant du fort, au cours d'une de ses visites, se chargea de toutes ces lettres :

— Je vous promets de les faire parvenir à leur adresse, nous dit-il formellement.

Nous devions apprendre plus tard que jamais



Nous nous attendions tous à être fusillés.

aucune de ces lettres n'était partie. La bonne foi allemande a de ces jeux.

Myrza

Un charmant petit hôte vint, sur ces entrefaites, partager notre captivité et mettre, par sa présence, un peu de joie parmi nous. Un soir, j'entendis dans le couloir des aboiements plaintifs, ceux d'un petit chien qu'une brute maltraite. J'adore les animaux ; si peu argenté que je fusse, je proposai d'acheter le chien ainsi maltraité. Heureux de se débarrasser d'une bouche inutile, son propriétaire, un soldat brutal, y consentit. Et nous vîmes entrer dans la casemate, une jolie petite chienne. Comme si elle eût été ravie de changer de maître, elle se jeta sur nous avec des cris de plaisir et nous fit fête. Elie était de la race des griffons bruxellois, et elle avait été certainement volée à Bruxelles. Myrza (nous la baptisâmes ainsi), remplit désormais de ses bonds, de ses aboiements joyeux, notre lugubre chambrée... Quelqu'un de nous lui paraissait-il mélancolique, elle s'élançait sur ses genoux, le regardait de ses yeux intrigués, le mordillait, jouait avec lui, et bientôt celui-ci se prenait à sourire. Pellisson avait son araignée ; le prisonnier de Saintine

avait Picciola ; nous eûmes, nous, pour nous distraire, la grâce et la sincère amitié de Myrza. Je sais des gens en liberté qui n'en ont pas autant !

M. Trépont, champion de footing

Myrza et la promenade du matin, — telles étaient nos distractions... Cette promenade avait lieu dans une cour maussade et nue, située entre le bastion principal et la ceinture du fort. De là on ne voyait que le ciel. Nous y faisions les cent pas, sous la surveillance d'un soldat, en armes, prêt à tirer sur nous. Nous tournions en rond comme des fauves. Dès le premier jour, nous avions baptisé cette cour, la *Fosse-aux-Lions*. Toujours en belle humeur, M. Trépont nous paria que, sur une piste droite qu'il avait tracée, il accomplirait, pendant l'heure de la promenade, un parcours de six kilomètres. Le préfet gagna son pari, et fut proclamé, aux applaudissements de tous, champion de la Marche des otages du fort d'Hirson. La sentinelle n'en revenait pas !

Un matin, à notre vive satisfaction, on nous adjoignit le comte de Forceville. Il comptait, à ce moment-là, près de deux cents jours de cel-

lule. Aussi ne nous cacha-t-il pas son bonheur de se voir au milieu de nous. Il lui semblait revivre. Cet abominable traitement n'avait nullement altéré son énergie. Il nous arrivait, plein de confiance, lui aussi, dans le triomphe final. Sa vaillance nous apporta un regain de gaieté. Arrêté d'abord par représailles, lui avait-on annoncé, « *pour des atrocités commises par les Français en Alsace* », on venait de l'aviser qu'il serait otage pour le Maroc. On lui avait servi la fameuse phrase : « *Vous êtes soupçonné d'avoir commis des actes semblables...* » qui nous avait fait tous rire, les premiers jours de notre incarcération.

— Les deux prétextes se valent, avait-il pensé. L'essentiel est que je retrouve des compatriotes...

Ah ! si seulement nous avions pu apprendre quelques nouvelles des nôtres, lire un journal, recevoir une lettre ! Nous demandions au commandant du fort d'abréger la cruauté de ce supplice. Il avait les meilleures raisons du monde pour comprendre pourquoi on ne répondait pas à nos lettres. Hypocritement, il nous affirmait qu'il s'empresserait de nous communiquer ce que nous recevriions... Rien n'arrivait, et pour cause. Nous étions de plus en plus enfermés dans un tombeau.

VII

Le général Bouledogue

Un matin, grand bruit derrière notre porte. Des bruits de pas, de brefs commandements, un cliquetis d'armes retentissaient dans le couloir. Qu'est-ce que tout ce branle-bas annonçait ? Tout d'un coup, la porte s'ouvrit violemment. Le *feldwebel*, au port d'armes, sur le seuil, la main à la casquette, semblait pétrifié de respect et de soumission. En coup de vent entra un personnage qu'à son air important autant qu'à son uniforme, nous reconnûmes pour un général. Gros, court, vulgaire, essoufflé, les yeux hors des orbites il avait une tête de bouledogue prêt à mordre. Sur sa casquette il avait relevé des lunettes d'automobile et s'était approché de nous, avec des airs qui voulaient être terribles. Sans mot dire, il nous dévisageait les uns après les autres, comme s'il eût voulu nous sauter au visage. Des officiers l'entouraient. Se modelant sur leurs chefs, ils nous toisaient avec arrogance. Indignée

de ce sans-gêne, Myrza aboyait violemment après l'intrus.

En l'apercevant, le général-bouledogue eut un grognement sauvage. Il nous jeta un regard plus menaçant encore et repartit violemment en faisant claquer ses talons sur le ciment de la casemate. Nous nous regardions à la fois effarés et amusés. Qu'était-ce que cet Olibrius ? On nous apprit plus tard qu'il s'appelait von Truta. Nous aurions plutôt cru que c'était le général Boum !

Aussitôt après son départ, un nouveau piétinement cadencé et ce bruit si particulier des fusils qu'on arme remplirent le couloir. Que se passait-il ? Cette fois, notre dernière heure était-elle venue ? Von Truta était-il chargé de présider à notre exécution ? Nous attendîmes un instant, assez perplexes, sans pouvoir faire taire Myrza qui poursuivait le malotru de ses protestations véhémentes. Au bout de quelques minutes, le bruit décrut dans le couloir. Et seul, comme à l'ordinaire, le bruit des pas du *posten* troubla le pesant silence de ce coin du fort.

La journée se passa, sans autre incident. Nous restions surpris et intrigués. Le lendemain, à l'heure de la promenade, en arrivant dans la *Fosse-au-Lions*, nous aperçûmes, sur les talus, des soldats occupés à creuser des fosses.

— Sont-ce nos tombes qu'ils préparent ? murmura l'un de nous...

Nos bourreaux reculèrent-ils devant ce nouveau crime ? Le jugèrent-ils inutile ? Fut-ce la peur de représailles possibles qui les arrêta ? Quels morts furent enterrés dans les fosses ouvertes ? Nous le saurons un jour. Quoi qu'il en soit, nous avons fait le sacrifice de notre vie. Nous nous considérons avec raison comme des condamnés à mort qui attendent le moment fatal. Celui-ci dépend habituellement d'une décision de la justice. En ce qui nous concernait, il eût suffi du caprice d'un von Truta !

Au moment où nous y attendions le moins, on nous rendit M. de Franqueville. Avec quelle cordialité nous l'embrassâmes ! Il avait horriblement souffert dans « la cellule de l'angoisse ». Mais si amaigri, si déprimé physiquement que fût notre compagnon, son moral était resté intact. La même flamme de patriotisme brûlait en lui. Dans ce type du parfait gentilhomme, c'était toujours la même généreuse élévation de sentiments. Un grand réconfort nous venait de sa présence. Cette impression se trouva malheureusement affaiblie par un vrai chagrin. Comme s'il fallait que toujours quelqu'un de nous fût torturé, en même temps qu'on nous rendait le comte de



La cellule de l'angoisse.



PLAQUET

Victime de la brutalité allemande.

Franqueville, on nous enleva Plaquet. Celui-là devait en mourir... Il mérite d'être appelé un martyr.

M. Plaquet en cellule

Qu'on en juge. Plaquet était un modeste fonctionnaire de l'hôpital de Saint-André-les-Lille. Il était chargé de l'économat, au moment de l'invasion. Un jour, un uhlan grièvement blessé est apporté à l'hôpital. Ce uhlan n'avait pas voulu se séparer de sa lance et de son harnachement. Peut-être était-ce pour cet homme une consolation de voir ces objets auprès de son lit. Le blessé meurt. On l'ensevelit honorablement.

— Que faut-il faire de la lance et du harnachement ? demande Plaquet à l'administration de l'hospice.

— Transportez-le tout au magasin, lui répond-on.

Plaquet obéit. Quinze jours après, l'autorité allemande perquisitionne à l'hospice, découvre lance et harnachement dans le magasin, et accuse l'administration de vol au détriment de l'armée d'occupation. L'administration se dé-

charge sur l'économe : « C'est Plaquet qui a fait cela ! » Le malheureux Plaquet est appréhendé, jeté en cellule. Il supplie qu'on lui permette au moins d'embrasser sa femme et ses enfants. On le lui refuse brutalement, et après plusieurs jours de cachot, on l'envoie à Hirson, nous rejoindre.

Plaquet était un petit homme malingre, avec une figure mélancolique, de longues moustaches noires retombantes. D'une santé fort médiocre, il n'avait résisté que par miracle aux épreuves qui s'abattaient sur lui. Quand il se vit emmené de nouveau en cellule, il murmura :

— Cette fois, j'en mourrai.

Il voyait juste. Malgré nos encouragements, il partit désespéré. Et à voir s'en aller ce pauvre homme, cet innocent, sur lequel la mort semblait déjà étendre la main, une grande détresse descendit en nous.

D'autant plus que notre santé à tous n'était pas brillante. Cette lugubre casemate aux murs perpétuellement suintants d'une rosée malsaine, nous ne parvenions pas à la réchauffer. La plupart de nous toussaient affreusement. Par une chance providentielle, j'avais, dans ma valise un flacon d'un énergique médicament qu'à une de ses visites, à Crépy-en-Laonnois, ma femme avait

eu la bonne idée de glisser dans ma poche. Un mélange d'essences algériennes. Bourrer une pipe d'ouate, répandre quelques gouttes du mélange sur l'ouate et en respirer les vapeurs, comme si on fumait, peu de rhumes résistent à cette très simple médication. Et je vous donne ma recette pour rien !

Ce traitement sans prétention aidé d'infusions ordinaires guérit mes camarades. Par un nouvel avatar, l'intendant, le cuisinier se transformait en médecin.

Hélas ! le pauvre médecin que j'étais ne put rien pour soulager le malheureux Plaquet, quand il prit fantaisie au commandant du fort de le remplacer dans la cellule de l'angoisse par M. Catoire. En voyant revenir notre camarade, les traits ravagés, livide, se soutenant à peine, persuadé de sa fin rapide, je compris qu'il était sérieusement touché.

— Je ne peux plus manger, me dit-il. Je vomis à chaque instant...

On essaya de le réconforter. Vains efforts ; à chaque heure, le malheureux nous semblait descendre un échelon de la vie. De perpétuelles sueurs froides témoignaient du bouleversement de son être. Et, à voir ses vomissements, je fus épouvanté.

— Il faut demander un médecin, dit l'un de nous.

Victime de la brutalité allemande

C'était notre avis à tous. Le commandant du fort n'osa pas se dérober à ce devoir de stricte humanité. Dans l'après-midi du jour suivant, un docteur allemand se présenta dans notre casemate et, devant moi, examina minutieusement Plaquet. Il parlait couramment le français et put ainsi questionner le malade avec précision. A l'expression de son visage, il nous fut aisé de voir que le cas du malheureux lui paraissait grave. Après l'avoir examiné, il lui demanda (et cette question dénotait assez la brutalité allemande) s'il avait de l'argent pour acheter les médicaments qu'on lui prescrirait. Je répondis au nom de tous que nous étions solidaires et que nous paierions ce qu'il y aurait à payer.

Le médecin rédigea donc une ordonnance, qu'il tendit à Plaquet. Puis, me prenant à part :

— Je vous préviens, me confia-t-il, que votre compagnon est mortellement atteint. Je lui crois

un cancer à l'estomac. Je vais faire en sorte qu'il soit transporté à l'infirmierie.

— Il vaudrait bien mieux pour lui, dis-je, qu'il fût ramené à Lille et rendu à sa femme et ses enfants qui lui donneraient tous les soins dont il a besoin.

Le médecin hochait la tête, avec un air de dire : « Peut-être bien... » J'insistai et je parvins à le convaincre :

— Je crois que vous avez raison, finit-il par dire. Je vais le faire évacuer.

Il tint parole. Plaquet fut avisé le lendemain qu'il serait, le jour même, non pas relaxé, mais transféré à l'hôpital de Saint-André-les-Lille, dans ce même hospice des Incurables, où durant des années qu'il avait été le modèle des employés fidèles au devoir. En apprenant la nouvelle, il eut un douloureux sourire et murmura :

— C'est bien là qu'il fallait m'envoyer, en effet ! Ma pauvre femme ! Mes pauvres enfants !

Nous avions, à l'entendre, les larmes aux yeux. Comment reconforter l'infortuné, faire descendre au moins en lui quelque illusion bienfaisante ? Le lendemain, après des adieux qui nous bouleversèrent, il partit, la mort sur le visage, si faible, qu'au sous-officier chargé de le surveiller on dut adjoindre un infirmier. En rentrant

en France, la semaine dernière, nous avons appris que, quinze jours après son arrivée, le pauvre Plaquet avait succombé à son mal.

Qui pourrait dire les coups mortels que son abominable arrestation, la stupeur de se voir désavoué par ses chefs, les tortures de la captivité avaient portés à ce brave homme ? Je souhaite de tout mon cœur que l'allègement de voir auprès de lui sa femme et ses enfants ait adouci les derniers instants de ce tendre cœur, — de cette victime de la brutalité allemande et de la veulerie d'une administration !

VIII

Vingt-quatre heures après, l'un de nous, Dohet, se vit relâché. C'était un entrepreneur de Rethel. Il avait été condamné à six mois de prison pour désobéissance à un ordre de l'autorité allemande. Il les avait faits, jour pour jour. Il nous quitta avec peine, tant il est vrai que le malheur crée entre les hommes des liens puissants.

Nous apprenions en même temps que les vingt-neuf communes frappées de l'amende d'un million cinq cent mille francs avaient pu payer cette somme exorbitante. Elles avaient créé, pour la circonstance, un billet de banque spécial dont la valeur était garantie par toutes solidairement.

Nombre de municipalités, dans les régions envahies, pour échapper à de pressants embarras financiers, ont émis de semblable papier-monnaie. Un statisticien de mes amis a calculé qu'une collection complète de ces divers billets comprenant un exemplaire de chaque unité représentait une valeur de 2.900 francs. Après que la somme eut été versée, les vingt-neuf commu-

nes se virent rendre leurs otages. Tous ceux-ci sortirent de leurs cellules dans un état pitoyable, quelques-uns, la santé perdue. Mais qu'importait à leurs persécuteurs ?

Hirson et Myrzette

Pour nous, nous tenions toujours bon. Si sombre que fût la réalité, si inquiétant que parût l'avenir, nous nous efforcions de maintenir notre moral intact. Notre bonne humeur nous était un bien trop précieux pour que nous ne saisissions pas toutes les occasions de l'entretenir. Plus heureuse que nous, Myrza avait réussi, pendant une promenade, à se glisser hors de la forteresse. Cinq minutes après, comme on eût dit au Chat-Noir, elle était mère ! Les temps révolus, elle nous dota de deux amours de petits chiens. A notre prière, M. Jacomet, procureur général près la cour de Douai, promu pour la circonstance officier de l'état-civil, rédigea le plus juridiquement du monde un acte de naissance. Tout le monde signa le procès-verbal. Nous bûmes — l'eau du vidangeur, hélas ! — à l'avenir de *Hirson* et de *Myrzette* (ainsi avions-nous baptisé les deux chiots), MM. Noël et Jacomet déclarèrent chacun

avec solennité qu'ils se chargeaient de faire un sort aux enfants de Myrza. Ces enfantillages de prisonniers nous divertirent quelques instants.

Les jours se passaient, dans ces alternatives de surprise, d'indignation, d'espérance, de belle humeur. Mars, avril, mai se succédaient sans apporter aucun soulagement à notre situation. De l'éveil du printemps, nous n'avions rien vu. Juin commençait sans illuminer ni réchauffer ce cul de basse-fosse que devenait de plus en plus à nos yeux notre casemate. Brusquement, le 8 juin au matin, vers huit heures, le *feldwebel* vint nous avertir d'avoir à rassembler, chacun, nos vêtements et nos objets familiers. A dix heures, nous apprit-il, nous devons partir pour l'Allemagne.

IX

Pour l'Allemagne ! On juge de notre stupeur. Et de notre chagrin. Hirson, la casemate, c'était toujours la France. L'air que nous respirions, c'était encore l'air de notre pays. Quelles nouvelles souffrances nous étaient réservées dans le pays exécré ? Nous comprenions le sens affreux de ces quatre mots : « partir pour l'Allemagne. » Certes, si l'on nous emmenait là-bas, c'est qu'on avait renoncé à nous fusiller. Je ne sais si nous n'aurions pas préféré, sur l'instant, cette fin rapide à l'avenir chargé d'humiliations et de souffrances que nous pressentions !... Depuis deux jours, on avait réuni à notre groupe, M. Lebas, maire de Roubaix, arrêté, lui aussi, sous le prétexte imbécile du Maroc. Quelques instants avant, notre départ, MM. Deloche et Coquerel nous furent adjoints. Tous ensemble, nous étions conduits à la gare. Nous devions constituer le groupe des dix Otages nationaux (*National Geiseln*).

On nous entassa dans un compartiment de

troisième classe. Avant d'y monter avec nous, huit soldats s'alignèrent sur le quai. Au commandement d'un officier, ils chargèrent, devant nous, bruyamment leurs armes. Comme nous partions, je pus voir que nous prenions la direction de Charleville. Mais après Charleville ?...

Charleville, Sedan, Thionville

La couleur de nos pensées, on la devine. Si impitoyablement qu'il vous presse, le pire des dangers n'est rien auprès de l'inconnu, — du terrifiant inconnu. Comment aussi prévenir ceux qui nous attendaient en France, qui nous « espéraient » selon le joli mot du Midi ? Les reverrions-nous jamais ! Par l'exemple du pauvre Plaquet, nous savions ce que l'atroce régime des forteresses peut faire d'un homme ! Des nouvelles de la patrie absente, comment désormais en apprendre ?... Quel chagrin de plus ! A vrai dire, nous n'eûmes, durant tout ce voyage de quarante heures, qu'un seul moment agréable, celui de notre déjeuner à Charleville. Par faveur singulière, on nous permit de déjeuner, à nos frais, au buffet de la gare, dans une salle particulière. Ce fut pour nous la plus savoureuse des joies :

— On va manger de la cuisine française !

Nous regardions avec attendrissement les servantes, les plats, le pain — du pain blanc ! On nous apporta des côtelettes ; sans attendre couteaux ni fourchettes, goulûment nous y mordîmes. Pour la première fois, depuis notre arrestation, nous pouvions aussi goûter à du vin. Du vin, quel luxe ! Ah ! cher pays de France, comme nous tenons à toi par nos fibres les plus secrètes ! Et quel ravissement de tout notre être, quel incomparable enchantement nous apporte tout ce qui vient de ton ciel et de ton sol !

Du train qui nous emmenait (vers quelles nouvelles tortures ?) nous pouvions voir, en passant, des régions dévastées, semées de ruines, où se dressaient des squelettes de maisons incendiées.

— Voici Sedan, chuchota l'un de nous dans l'après-midi.

Autre cause de tristesse. Il nous parut que la ville était démolie aux trois quarts. Par une inévitable association d'idées, nous nous demandions où en étaient les opérations militaires, ce que le général Joffre avait pu réaliser, de quel côté penchait la Fortune... Pour lire un journal de France, avant de quitter la terre de la patrie, nous aurions commis un crime !

* * *

Vers onze heures du soir, nous étions à Thionville.

— Je vous avise que vous ne repartirez qu'à quatre heures du matin, nous dit un officier.

Qu'allions-nous faire jusque-là ? Sur le refus brutal du chef de gare de nous permettre de passer cette partie de la nuit sur les banquettes d'une salle d'attente, on nous achemina, dans la nuit, vers un bastion voisin. On nous fit descendre dans une cave longue, étroite, puante. De sordides paillasses étaient jetées par terre.

— C'est là que vous allez coucher.

**Mourant de
faim...**

Un lugubre spectacle nous y attendait !... En réprimant les nausées et les vertiges que nous donnaient l'air vicié de ce cloaque, et les odeurs infâmes qui en surchargeaient l'atmosphère, nous nous préparions à nous étendre sur les sinistres couchettes, un soldat en armes entre chacun de nous, quand sur le fond de la cave, à la

lueur fumeuse de chandelles, il nous parut que d'étranges silhouettes s'agitaient dans une sorte de brouillard, avec des gestes suppliants vers nous. De telles visions traversent parfois les cauchemars. Nous regardions, interdits, sans comprendre. A y regarder de plus près, M. Trépont eut une exclamation apitoyée :

— Oh !... Des prisonniers russes... On dirait qu'ils meurent de faim...

En effet, les inquiétantes silhouettes s'étaient rapprochées. Nous avions devant nous, décharnés, désespérés, lamentables, cinq soldats russes. Ils nous regardaient avec de grands yeux pleins de misère, et, ne pouvant parler français, ils nous tendaient des mains tremblantes. Leur émouvante mimique signifiait trop clairement :

— Pitié, pitié !... Nous mourons de faim !...

Un grand trouble nous prenait... Nous avions devant nous des hommes plus malheureux encore que nous. Instinctivement, chacun fouillait dans ses poches. Au buffet de Charleville, nous avions pu nous procurer quelques sandwiches, des tablettes de chocolat — notre repas du soir. De quel cœur nous tendîmes à ces pauvres diables ce qui nous restait !... Les soldats qui nous gardaient, touchés secrètement eux aussi, peut-être, nous laissaient faire.

Les Russes s'étaient jetés sur nos maigres provisions. Ils les dévoraient, en pauvres affamés qu'ils étaient. Pour nous remercier, ils avaient des gestes touchants. Leur misère nous avait à ce point remués de pitié et d'appréhension (dans quelques semaines, ne serions-nous pas réduits, nous aussi, à cette condition douloureuse ?) ; oui, nous étions à ce point bouleversés de commisération et d'angoisse que la nuit s'écoula sans que nous puissions détendre nos nerfs dans l'apaisement du sommeil.

Enfin, cette désolante nuit de Thionville prit fin.

Au petit jour, on nous appela : « Il est l'heure. En route ! » et nous repartîmes pour la gare, non sans avoir remis, à chacun des prisonniers, quelque argent. Les malheureux nous chargeaient de bénédictions. L'accent de leurs remerciements eût attendri les cœurs les plus insensibles.

* * *

Une fois dans le train, notre préoccupation nous revint : « Où nous conduisait-on finalement ? » L'officier, chargé de la direction de notre petite troupe n'était pas dépourvu d'humanité. Il appartenait à la réserve et n'avait ni la

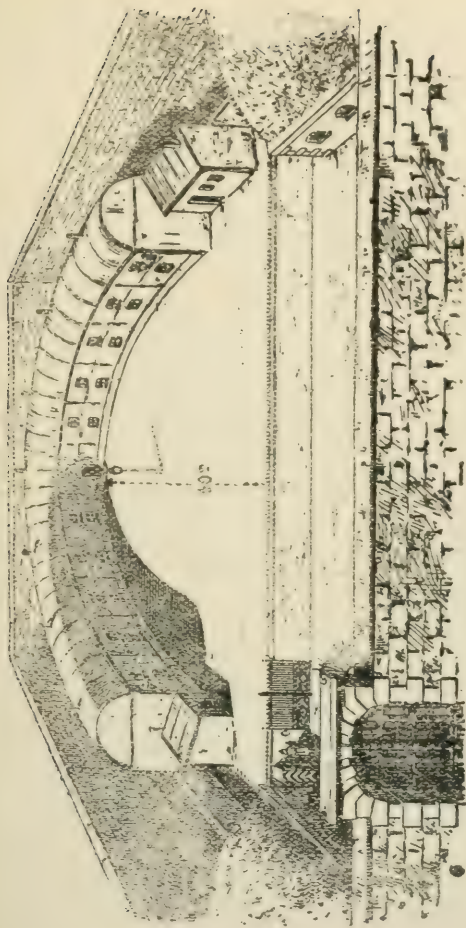
morgue ni la dureté de cœur dont se fait gloire le plus mince *oberleutnant* de l'armée active. Dans l'après-midi, comme nous traversons le Rhin, il nous dit :

— C'est à Rastatt que j'ai mission de vous conduire. Le château de Rastatt est confortablement aménagé, et il sera votre prison... J'espère que vous y serez beaucoup mieux qu'à Hirson.

En parlant ainsi, l'officier nous paraissait ému et plein de sincérité. Nous étions loin de nous douter, en l'écoutant, que, par un raffinement de cruauté, peut-être d'impitoyables chefs lui avaient donné de fausses indications, afin, sans doute, de rendre plus amère la désillusion qui nous attendait... Il put constater lui-même combien il nous avait trompés, en arrivant à Rastatt, vers cinq heures du soir. On nous conduisit successivement dans deux hautes casernes, d'où l'on nous renvoya. Après des tours et des détours, nous arrivâmes devant un long bâtiment très bas, d'aspect médiocrement engageant. Une même réflexion nous vint à l'esprit.

— Pour un château, quel drôle de château !...

Sur la porte d'entrée était cloué un écriteau, avec ce mot en français : « BASTION » et ce chiffre : « XII ». Le bastion 12 ! Derrière cette porte, s'ouvrait le chemin de notre calvaire !



RASTATT. — Le Bastion 12.

DEUXIEME PARTIE

RASTATT

X

Si vous voulez vous faire une idée de Rastatt, songez à Neuilly. C'est, pour ceux qui ne la voient qu'en passant, la même impression de cité calme et silencieuse, aux avenues sans boutiques, remplies de villas coquettes et de jardins. Une agglomération de cottages endormis dans le bien-être et la douceur. Pourtant de sinistres souvenirs s'y rattachent. Dans ce coin si paisible d'apparence, deux des trois députés au conseil des Cinq-Cents qui représentaient la France au congrès de Rastatt, Roberjot et Bonnier, furent traîtreusement assassinés le 28 avril 1799, par les hussards de Szecklers, sur l'ordre d'un archiduc d'Autriche. Le troisième, Jean Debry, n'échappa que par miracle à la mort. M. Trépont nous avait raconté le crime, et comment, pour rendre hommage aux deux représentants égorgés, le conseil des Cinq-Cents, en même temps qu'il flétrissait l'attentat devant toute l'Europe, avait dé-

cidé qu'à chaque appel nominal des membres de l'assemblée, quand les secrétaires prononceraient le nom des victimes, le président répondrait solennellement :

— Assassinés au congrès de Rastatt !

Les secrétaires ajoutaient :

— Que leur sang retombe sur les auteurs du crime !

Rastatt éveille donc immanquablement dans l'esprit de tout Français un peu cultivé, une idée de guet-apens. Dès nos premiers pas dans la prison, nous pûmes, sans pusillanimité, croire pour nous à quelque chose de semblable. Le *feldwebel* nous accueillit d'un air plein de gêne :

— On vient de m'aviser de recevoir dix nouveaux prisonniers, nous dit-il ; mais il n'y a plus de place ici. Je ne sais pas ce que je vais faire de vous...

L'asphyxie

Nous ne demandions qu'un lit et du repos. A la vue de la cellule qu'on nous destinait, notre indignation éclata :

— Nous allons mourir étouffés ici !...

Représentez-vous, au fond d'un couloir, un ré-

duit bas, sombre, de quatre mètres sur cinq à peine, avec une petite fenêtre sur le côté grillée et armée d'énormes barreaux. Aux murs, cinq groupes de planchettes superposées à la façon des couchettes de navire. Dans ce réduit sans air, trois hommes se fussent trouvés mal à l'aise. On voulait nous y faire vivre à dix ! C'était la congestion à bref délai.

— Nous ne resterons pas ici ! Nous voulons voir le commandant du bastion !

De plus en plus gêné, le *feldwebel* nous expliqua que le commandant habitait assez loin dans la ville, et que nous ne pourrions pas le voir avant le lendemain.

— Tâchez de vous arranger pour cette nuit, ajouta-t-il.

Et, sans autre façon, il s'en alla en fermant la porte à double tour. Le séjour à Rastatt commençait bien ! Notre colère était au comble. Un de nous proposa de rédiger immédiatement une protestation. Mais nous n'avions pas de quoi écrire. Et puis parler vaut mieux qu'écrire. Tout compte fait n'était-il pas préférable d'attendre au lendemain ?

A ce moment, il pouvait être six heures du soir. Bientôt nous nous rendîmes compte qu'il fallait renoncer aussi à tout espoir de nous voir

apporter à dîner. On grignota en commun le peu de provisions qui nous restaient. Après quoi, l'estomac vide, la tête déjà cerclée de migraine, furieux et attristés, nous essayâmes de prendre nos dispositions pour passer la nuit le moins mal possible. On s'insinua à travers les châlits les plus gros d'entre nous s'étendant sur les planchettes inférieures. De toute notre volonté, nous appelions le sommeil, le bienfaisant sommeil.

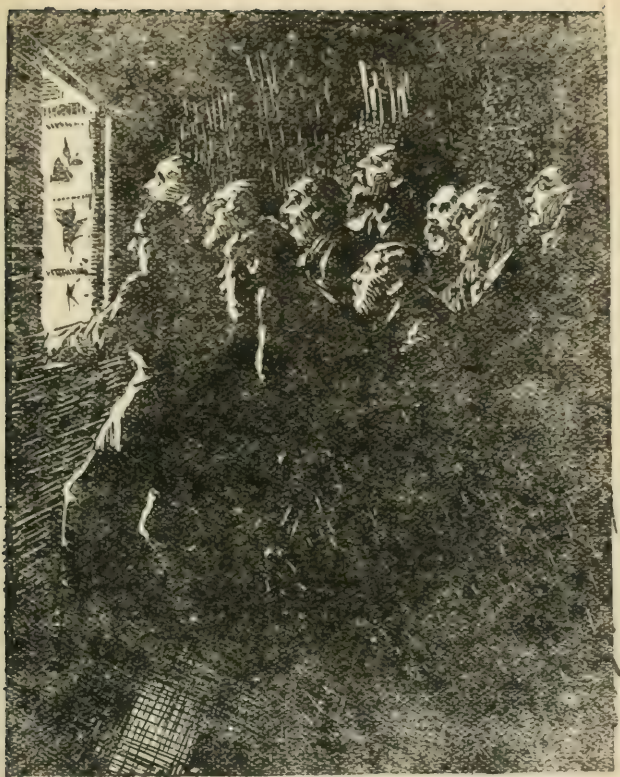
Ah, bien oui ! au bout de vingt minutes, dans cet air surchauffé, nous nous sentions proches de l'asphyxie. La sueur ruisselait sur nos membres, notre sang battait la charge dans nos artères, nos poumons, chargés d'acide carbonique, réclamaient un air moins vicié. Plusieurs avaient la fièvre. Encore quelques instants, et des accidents mortels étaient à redouter. De l'air, de l'air, il nous fallait de l'air !

— La fenêtre !... Il faut à tout prix ouvrir la fenêtre !...

Je sautai sur l'espagnolette. Celle-ci était rouillée et semblait soudée à son armature ; je m'épuisais en maints efforts.

— Par grâce, de l'air ! suppliait un de nos compagnons à moitié évanoui.

Tant pis ! j'envoyai un coup de poing dans l'un des carreaux. Si cela devait nous attirer quelque



« Par grâce, de l'air, de l'air ! »

châtiment, quelle torture pouvait-on nous infliger qui fût plus atroce que cette lente asphyxie ? *Primo vivere*. Par le carreau crevé, nous vîmes tous à tour de rôle avaler quelques bouffées d'air pur. Ce n'était pas encore assez pour nos poitrines haletantes. Ranimé par ces premières aspirations, je secouai violemment le châssis. Il s'ouvrit. Un flot d'air entra et il nous parut que nous renaissions.

Le comte de Francqueville passa la nuit accroupi devant la fenêtre. Assurés maintenant de ne pas mourir étouffés, nous avions repris nos places. Si harassés que nous fîmes du voyage, nous n'arrivions pas à dormir. Ce fut encore une nuit blanche. Si seulement nous avions été sûrs du lendemain !

Au matin, après la visite d'un lieutenant qui, glacé, haufain, apparut sur la porte (comment aurait-il pu entrer ?), nous regarda comme des bêtes de ménagerie, nous compta et disparut, le *feldwebel* nous annonça la visite du commandant. Celui-ci n'eût guère pu s'appliquer le joyeux refrain de la chanson de Fragon : « *J'ai... le visage sympathique.* » Sur un grand corps maigre et voûté, représentez-vous un visage pâle, aux traits tirés, avec des yeux durs et une expression revêche. Je fis la réflexion qu'un être aussi

disgrâcié, certainement ravagé par une maladie d'estomac, devait faire expier cette maladie à tout son entourage. Il écouta sans bienveillance les protestations qu'avec beaucoup de fermeté formulait M. de Francqueville en notre nom. Puis il répondit :

— Je suis extrêmement surpris d'avoir reçu des prisonniers comme vous. Ici, c'est une prison militaire pour condamnés de droit commun. De plus, la prison est pleine... Je vais télégraphier à Berlin pour savoir s'il n'y a pas eu erreur.

Des condamnés de droit commun ! Ainsi on nous confondait avec des bandits. Nous fîmes valoir l'indignité du procédé. Déconcerté par nos protestations, le commandant répétait :

— Peut-être y a-t-il erreur... Je vais en référer à Berlin.

En attendant, il devenait urgent d'aviser. Pour avoir respiré l'air de notre taudis, le commandant commençait à se sentir mal à l'aise. Il nous voyait haletants, à demi suffoqués, malgré la fenêtre ouverte. Il se hâta de partir :

— Je vais voir si je puis trouver ici un local un peu plus grand. Bonjour !

La chambre 51

On trouva le local dans une casemate voisine, la chambre (*zimmer*) 51. Elle était deux fois plus grande et un peu plus haute que notre cachot. On nous y installa dans l'après-midi. Cette fois, nous ne serions pas forcés de nous coucher les uns sur les autres. Nous choisîmes nos lits — je veux dire le châlit sur lequel nous coucherions, sans draps, enveloppés d'une couverture : le comte de Francqueville et moi, dans un coin formant une manière d'alcôve. M. Lebas, à gauche de l'entrée ; face à la porte, MM. Deloche et Coquerel ; M. Tré-pont et les autres, dans le fond.

Certes, ce piètre logement ne réalisait ni confort, ni hygiène. Etouffant en été, il devait être glacial en hiver. Comme ameublement, une table et la traditionnelle cruche d'eau — sans parler d'un récipient aussi odieux qu'indispensable. Armée de gros barreaux, une seule fenêtre à gauche, ouvrait un passage à l'air et à la lumière. Elle offrait à notre vue la cour intérieure grise, plate et sale, avec, en bordure, un autre bâtiment plus maussade encore. Dans tout cela, il n'y avait, vous le voyez, rien de réjouissant. Pour-

tant, à comparer notre nouveau domicile avec le trou infâme où nous avons pensé étouffer, il nous sembla un instant être en paradis !

D'autres souffrances nous attendaient. Les plus humiliantes. Au bout de vingt-quatre heures, il nous devint impossible de ne pas nous en apercevoir. Si nous étions malades, nous ne pouvions plus, comme à Hirson, demander au *posten*, de garde à notre porte, de nous accompagner à deux pas de là. A Rastatt, les sentinelles ne se promenaient pas dans les couloirs. Elles montaient leur faction dans la cour ou dans le chemin de ronde. Il fallait en appeler une. Celle-ci transmettait l'appel au porte-clefs. Le geôlier s'en allait quérir deux soldats en armes, qui ne venaient pas, on peu le croire, au trot allongé. La nuit surtout. Dans cette casemate, insuffisamment aérée, malgré la fenêtre, et quel que fût notre souci d'extrême propreté à tous, régnait une insupportable odeur de fauves.

— Ça sent le lion, ici, nous dit un jour le *feldwebel*.

A force de prières, j'obtins de faire construire, en ville, d'après un dessin que je griffonnai, une sorte d'appareil inodore... Les risques d'intoxication devinrent moins grands. Ils n'en restaient pas moins permanents. Jamais nous n'avons

senti plus cruellement les misères de la condition humaine.

De tout cela, le préfet plaisantait et riait — peut-être pour ne point paraître trop affecté et pour nous donner l'exemple. Parfois nous lui disions :

— Aux termes des protocoles, vous avez rang, d'Excellence et c'est ainsi qu'on vous traite !... Vraiment, on manque d'égards envers vous.

Il nous répondait, avec un bon rire plein de vaillance :

— Que voulez-vous ? Ces Allemands n'ont aucune espèce d'éducation !

XI

Dès le premier jour, le commandant du fort avait fait afficher, dans notre casemate, le règlement auquel nous étions astreints. A six heures, lever ; à sept heures, café. Un bol de jus, sans pain. A dix heures, une promenade, dans la cour intérieure. A midi et demi, l'unique repas de la journée : une soupe au lard, des pommes de terre cuites à l'eau avec, de temps en temps, un bout de saucisse ou un doigt de viande bouillie. Toutes les vingt-quatre heures, un morceau de pain noir, à peu près cinq cents grammes. L'après-midi, à quatre heures et demie, quelques instants de promenade nous étaient permis. A huit heures, une cloche fêlée tintait pour l'extinction des feux.

C'était (à part le travail manuel auquel on n'eût point osé nous contraindre) le régime des voleurs, déserteurs, assassins et bandits de toute sorte dont on avait fait nos voisins. Cette promiscuité paraissait naturelle au commandant. Sans doute avait-il reçu de Berlin des ordres particulièrement sévères à notre égard. Il nous refusa avec arrogance de faire nos promenades dans un jardin clos attenant à la cour. A l'attitude qu'il

prenait avec nous, à la rigueur des consignes qui nous concernaient, il devenait impossible de ne pas comprendre que, dans l'esprit de nos persécuteurs, nous avions cessé d'être des otages pour être des condamnés. On ne nous épargnait aucune des duretés de l'internement en forteresse. C'est à peine si, après mille instances, il nous fut accordé d'écrire, *une fois, et une seule*, à nos familles pour leur apprendre où nous étions et leur donner une adresse officielle, faute de quoi aucune lettre ne nous parviendrait... Je ne sais pas l'allemand ; je n'ai aucune envie de l'apprendre ; mais je me souviendrai toute ma vie des quelques mots qui seuls, tels qu'un talisman, ou plus justement comme une fissure dans un tombeau permettaient à un peu d'air de France d'arriver jusqu'à moi.

M. DESSON

National Geiseln Festung gefaengniss, Bastion XII
Rastatt

Le feldwebel Sczypeck

Cette faveur, nous la dûmes pour une part, à la bonne volonté du *feldwebel*. Celui-ci dès notre

arrivée, nous avait été sympathique. Notre infortune le touchait visiblement. Nous sûmes plus tard qu'il avait un de ses frères prisonnier en France. Peut-être pensait-il que, s'il ne montrait humain pour nous, quelque mystérieuse justice ferait que son frère fût convenablement traité dans notre pays. Sans jamais enfreindre les règlements, dont on lui avait confié l'application, il en tempérait souvent la rigueur par des attentions qui les rendaient plus supportables. C'est ainsi que lorsque nous pénétrâmes pour la première fois dans notre casemate, au lendemain de nos trois quarts d'asphyxie, avait été placé sur notre table un petit bouquet composé avec des fleurs des champs. Du même coup, il nous fut permis d'apprécier la délicatesse de notre gardien et les sentiments de haine des autres. Le petit bouquet qui nous avait réjoui, nous ne le retrouvâmes plus, en rentrant de notre promenade dans la cour. Un Allemand l'avait jeté dans les cabinets. Nous devions à plusieurs reprises constater de telles mesquineries et aussi que, pendant nos sorties, des soldats faisaient volontiers main basse sur tout ce qui, dans nos pauvres hardes, les pouvait tenter.

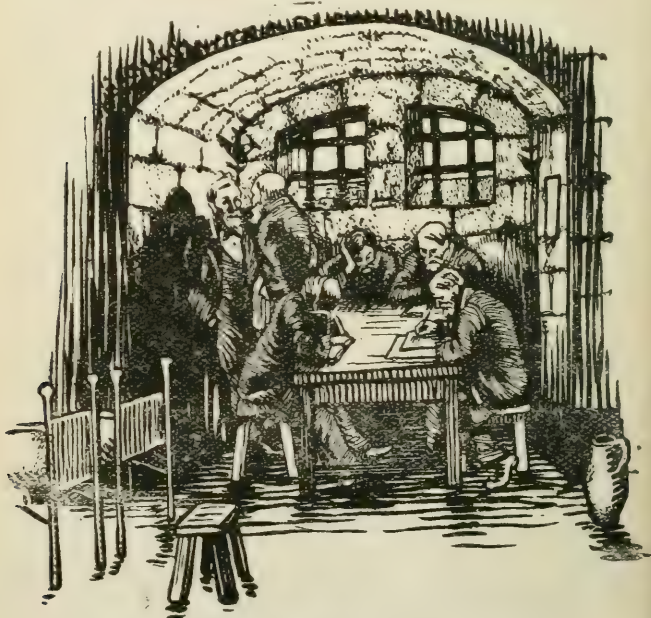
Le *feldwebel* avait un nom impossible. Il s'appelait Sczypeck. Cela se prononce *Chipeak*, un

nom qui conviendrait à beaucoup d'Allemands. Il était, lui, de la plus rigoureuse honnêteté. C'était un grand beau garçon, très blond, avec des yeux bleus, des moustaches à la kaiser. La parfaite correction de son attitude, autant que sa sensibilité et la loyauté de son regard, prévenait tout de suite en sa faveur. Cet Allemand constituait l'exception à la règle. Il n'arrivera jamais à rien dans son pays.

Si obligeant qu'il fût, son pouvoir n'allait pas jusqu'à changer les règlements. Le maigre repas qu'on nous servait, une fois par jour, était manifestement insuffisant pour des hommes comme nous, dans la force de l'âge. Au bout de quelque temps, nous commençons à éprouver les affres de la faim. Le bon *feldwebel* n'osait prendre sur lui de nous autoriser à nous procurer quelques suppléments. Il eût été dénoncé aussitôt au commandant : l'Allemagne est le pays de la délation. Peu à peu, nous nous affaiblissions. Quelques-uns d'inquiétante façon. Un de nos compagnons se trouva mal, un soir.

Un médecin de la ville, le docteur Kohler, parlait français. Le *feldwebel* le fit appeler. Le praticien ne fit aucune difficulté pour reconnaître que le malade, et nous tous, nous n'étions pas assez nourris. Il accepta d'exposer le cas au com-

mandant. On nous accorda d'acheter en ville, par l'intermédiaire du cantinier — à quels prix, mon Dieu ! à quels prix ! — de menues provisions, boîtes de sardines, café, confitures, de la bière. Le vin, le vin qui nous eût rendu nos forces, nous fut toujours refusé par le commandant. Cet Allemand, malade de l'estomac, était par force un buveur d'eau. Double raison pour refuser un verre de vin à des Français !



Ah ! les tristes heures de la casemate.

XII

La détention inflige au prisonnier trois sortes de souffrances. D'abord (et M. de la Palisse eût aimé cette réflexion) la privation de la liberté — cette liberté qui, selon le mot du poète, fait la moitié de notre âme ! Puis, l'éloignement de toute affection, de toute tendresse. Enfin, ce terrible supplice du désœuvrement, en vase clos, si j'ose dire.

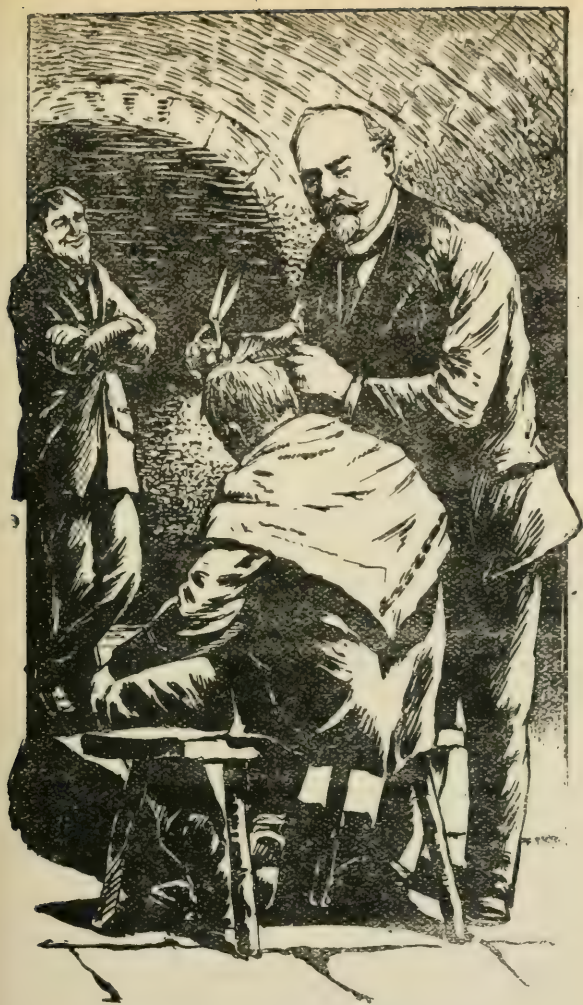
Quand le prisonnier pénètre dans sa cellule, le plus impitoyable des bourreaux y entre derrière lui. C'est l'ennui, l'ennui qui casse les bras et ronge la cervelle du détenu. A quoi occuper les mortelles heures de la veille ? Dans quel rêve perdre sa pensée et noyer sa peine ?

Le bon *feldwebel* nous avait donné du papier, des plumes et de l'encre. Le préfet put obtenir une grammaire anglaise et décida de compléter sa connaissance de la langue de Shakespeare. Pris d'un beau zèle, à cet exemple, M. Lebas se procura une grammaire allemande et se mit à étudier l'idiome de nos ennemis. L'étude nous offrait des

distractions. Le procureur général, lettré délicat, s'adonna à un travail sur les poètes du dix-huitième siècle. M. Noël et moi, nous parlions mécanique et électricité. Perpétuellement occupé de générosités, le comte de Francqueville imaginait les moyens les plus savants de secourir, même du fond de la prison, ceux de ses compatriotes auxquels il pouvait faire parvenir un peu d'argent. MM. Coquerele et Deloche vaquaient aux soins du ménage. On tuait le temps comme on pouvait.

Le salon de coiffure des otages

Il va sans dire que depuis notre incarcération, nous n'avions pas vu l'ombre d'un perruquier. L'interdiction était absolue de nous laisser approcher de quiconque. Nos barbes et le foisonnement de nos cheveux auraient fait envie à l'homme-chien. Un matin, j'eus l'idée de m'établir coiffeur — pour mes compagnons, et gratuitement, bien entendu. J'entrepris Deloche dont la tête prenait des allures de forêt vierge. Pourquoi porterait-il des cheveux en baguette de tambour lui, dont



Je devenais coiffeur.

l'aménité était incapable de battre la charge contre qui que ce fût ? Je le persuadai de se laisser tailler les cheveux et raser la barbe par moi. Deloche a tous les courages. Il accepta de me servir de sujet. Au jour fixé pour l'opération, nos compagnons firent cercle autour des ciseaux, puis du rasoir, que je brandissais non sans appréhension. Si j'allais le blesser ou me blesser ! Cette émotion qu'on dit inséparable d'un début ne m'empêcha point de mener ma besogne à bien. Si quelques « échelles » dans la coupe des cheveux témoignèrent de l'inexpérience de l'opérateur, en revanche, l'épiderme facial de Deloche s'en tira sans une écorchure. Et M. Trépont me dit à la fin, avec malice :

— Vous mériteriez un diplôme de toutes les chambres syndicales de coiffure !

Après d'aussi triomphants débuts, on pense bien que je ne m'en tins pas là. Tous les deux jours, le *Salon de coiffure de messieurs les otages* était ouvert. Mon quatrième avatar, de médecin en Figaro, y était un agréable sujet de plaisanterie. Même au sein des pires tristesses, la gaité continue à être le fond de notre âme, à nous Français !



Pourtant notre horizon se faisait de plus en plus noir. Les jours se passaient sans qu'aucun nous apportât des nouvelles de la patrie. Nous avions décidé d'écrire une fois par semaine à nos familles. Qu'étaient devenus dans la tourmente, nos chers absents ? Le gouvernement était-il informé de notre situation ? Savait-on en France les vrais motifs de cette détention inique ? Autant de questions, autant d'angoisses auxquelles une lettre des nôtres eût répondu ! Mais rien ne venait. Et pour cause. Les lettres que nous nous imaginions franchissant les lignes, arrivant chez nous, y apportant une consolation, ces lettres où tenait un peu de notre âme, on les jetait sans doute au panier. Comme si le commandant se fût trouvé gêné par quelques-unes de nos questions, il évitait notre présence. Nous ne tenions pas davantage à le voir. Nous ne risquions guère de nous rencontrer. La cruauté de cet homme dressait entre nous et le monde des vivants un infranchissable mur, contre lequel nous n'avions même pas, aux heures de désespoir, la ressource de nous briser la tête !

Le triste 14 juillet que nous passâmes !... Cette

fête de la patrie remuait dans nos cœurs une indécible émotion. Nous pensions à la France, à nos familles, à nos amis, nous avions peine à contenir notre chagrin. M. Trépont nous fit, au moment du déjeuner, une allocution touchante. Il nous exhortait à ne point désespérer ; et, malgré l'heure présente, à croire à la victoire, à la France éternelle... Quand il eut terminé, nous nous serrâmes tous les mains, sans un mot. La moindre parole ajoutée, nous eût fait fondre en larmes.

Encore l'« histoire » du Maroc !

Le 25 août nous réservait une grosse surprise. Le *feldwebel* nous avertit que, nous allions recevoir la visite du colonel Freederich venu de Berlin, délégué vers nous par le ministre de la guerre allemand. Que nous voulait-il, celui-là ?... En tout cas, nous allions profiter de l'occasion pour savoir enfin ce qu'on nous voulait, à nous, et ce qu'on entendait faire de nous.

Il nous le déclara, sans ambages, dès son entrée dans la casemate. Il était accompagné de l'odieux commandant du fort, aussi obséquieux

envers son supérieur qu'il était arrogant avec nous. Du colonel Freederich, je ne dirai rien sinon qu'au physique il avait tout à fait l'aspect d'un gendarme qui n'aurait pas su se coiffer à temps !

— Messieurs, nous dit-il, vous vous plaignez d'ignorer les vrais motifs de votre arrestation. Vous êtes réellement détenus comme otages, en représailles des atrocités commises par votre gouvernement au Maroc. Certains de nos nationaux, complètement innocents, ont été fusillés, là-bas, au mépris de toute justice. Vous nous garantissez le sort des autres. Si l'un d'eux subissait encore quelque mauvais traitement, j'ai le regret de vous informer que vous seriez fusillés aussitôt...

Et, entrant dans le détail, il nous raconta une histoire de brigands dont nous ne crûmes rien, sinon que le colonel Freederich avait une piètre idée de notre intelligence s'il s'imaginait nous faire avouer de telles bourdes. Deux cents Allemands, réunis à Casablanca, vivaient dans une paix idyllique, sans se mêler de rien lorsque, brusquement, parce qu'on les avait traitreusement accusés de conspirer contre notre domination au Maroc et de faire des signaux à des tribus révoltées, on les avait jetés en prison.

Comme si on n'était pas libre d'user de l'électricité à sa fantaisie, et de s'en servir pour dire de loin « bonsoir » à des amis !...

M. de Francqueville nous traduisait à mesure le discours, pardon, j'allais écrire le boniment du colonel. Nous le priâmes de répondre, en notre nom, qu'il ne dépendait pas de nous de refuser ou d'accepter la situation qui nous était faite, mais que, puisque nous étions des otages, nous avions le droit d'être traités en otages. Ce qui ne semblait guère compatible avec notre internement au milieu de condamnés de droit commun et avec toutes les rigueurs dont on nous accablait. L'argument toucha le colonel. Il répondit :

— Je vois, en effet, que votre sort est très pénible, et j'espère que nous pourrons l'améliorer... Je provoquerai de nouvelles instructions à cet égard, dès mon retour à Berlin... J'ai entendu parler de la libération de six de nos compatriotes. Si cela était, peut-être pourrait-on échanger six d'entre vous.

Des journaux !

M. de Francqueville lui demanda si, en attendant, nous ne pourrions pas avoir quelques journaux. Le commandant du fort alors dans la conversation en déclarant, d'un ton narquois :

— Il ne tient qu'à vous de lire la *Gazette des Ardennes*.

Nous connaissions tous, pour l'avoir eue entre les mains et rejetée avec dégoût, cette feuille infâme que les Allemands répandent dans les régions envahies pour achever de persuader, à force de mensonges, ceux qu'ils se flattent d'entraîner par la ruse et l'intimidation. On nous a dit que, soudoyé par l'or allemand, c'était un de nos compatriotes qui rédigeait ce méprisable pamphlet. Je ne puis croire encore qu'un Français soit tombé à ce degré d'ignominie. S'il en est ainsi, que le sang de toutes leurs victimes retombe sur ce valet de bourreaux !

En termes pleins de dignité, M. de Francqueville exposa au colonel pourquoi nous ne consentirions jamais à laisser pénétrer ce papier dans notre casemate.

L'expression du visage de l'officier témoigna,

malgré lui peut-être, qu'il nous approuvait. C'est le premier châtiment des traitres que le mépris de ceux qui les paient.

— Nous préférons encore, déclara M. de Francqueville, un journal allemand.

— Soit. fit le colonel en se retirant ; je vais donner, messieurs, diverses instructions à votre sujet.

Le lendemain, en effet, on nous apporta la *Franckfurter Zeitung*, dont M. de Francqueville et M. de Forceville nous traduisirent les principaux passages. Même au travers des plus épaisses inventions, filtre parfois un peu de vérité. La feuille boche nous apprit l'entrée en lice de l'Italie aux côtés de nos alliés. Nous poussâmes un vivat en l'honneur de l'Italie. Chaque jour, nous nous attachions à découvrir, sous la phraséologie allemande, ce qui pouvait nous réconforter et nous faire espérer. C'est bien la première fois qu'un journal allemand a pu faire plaisir à des Français.

Nous nous apercevions en même temps que de nouveaux ordres avaient été donnés au commandant. Son arrogance diminuait. Il fit afficher, dans la casemate, une note qui nous prévenait que nous pourrions dorénavant envoyer en France deux lettres par mois et deux cartes pos-

tales — ou six cartes postales. Il se lézardait, le mur qui nous séparait du monde !

Du moins, nous nous le persuadions. Nous n'allions pas tarder à nous apercevoir des tours qu'on nous jouait. On gardait des quinzaines entières nos lettres. Lorsque quelques réponses nous arrivèrent fin août, on s'avisa de leur imposer une quarantaine avant de nous les remettre. Encore les ouvrait-on et s'amusait-on à gâter notre joie, en déshonorant les chères messagères d'odieux paraphes !

En dépit de quelques adoucissements, le régime de la prison commençait à nous déprimer d'inquiétante façon. Plusieurs d'entre nous avaient des crises de tristesse voisines du désespoir. Et je me souviens de cette exclamation navrée du procureur général, une après-midi, qu'appuyé aux barreaux de notre cachot, il sentait son cœur se fondre de chagrin :

— Ah ! je n'aurais jamais cru qu'il fût si dur d'être en prison !

Ce à quoi je lui répondis en riant :

— Entre nous, monsieur le procureur général, c'est bien votre tour !

Boutade innocente dont cet excellent homme fut le premier à se divertir.

Vers la fin de septembre, les symptômes d'un



Le procureur général Jacomet aux barreaux de la casemate: « Je n'aurais jamais cru qu'il fût si dur d'être en prison. »

sérieux affaiblissement physique se manifestèrent chez quelques-uns. Le comte de Francqueville fut pris de vertiges, et le docteur Kohler, appelé de nouveau, jugea indispensable son transfert à l'infirmerie du fort. Deux jours après, une grosse bronchite obligea Coquerele à le suivre. Au reste, nous éprouvions tous de douloureux malaises. Nous aurions traité par le mépris des indispositions ordinaires. Certains cas plus graves se précisaient. Nous commencions à nous regarder, les uns et les autres, avec inquiétude, à épier sur le visage de chacun des signes de maladie. Et malgré nous, nous en arrivions à nous demander : « Quel est celui qui tombera le premier ? »

XIII

Le pire était la totale ignorance où nous étions de notre sort. Le gouvernement français connaissait-il notre internement à Rastatt ? Le commandant nous dit un jour, presque aimablement, en nous remettant des lettres :

— Il vous sera très facile de sortir de cette incertitude. Ecrivez donc à l'ambassade d'une puissance neutre, à l'ambassade d'Espagne, par exemple, en la priant de transmettre vos *desiderata* à votre gouvernement. Je vous promets de faire parvenir votre lettre... Mais, j'y songe... pourquoi n'écririez-vous pas également à M. Beau, votre représentant à Berne ?

C'était un piège. Les deux lettres que nous écrivîmes n'arrivèrent jamais à leur adresse. À notre passage en Suisse, M. Beau nous affirma qu'il n'avait jamais vu trace d'une seule. Le commandant n'avait rien trouvé de mieux pour savoir quel était exactement notre état d'âme et si nous nous plairions. Il a pu voir comment,

même dans les plus douloureuses situations, des Français savent se tenir !

Notre vie se traînait languissante et de plus en plus attristée. Nous n'avions d'autres distractions que de voir les détenus, nos voisins, faire l'exercice en décomposant, dans la cour — ou ce que je devrais appeler la promenade des vases de nuit. Une des punitions en usage dans l'armée allemande consiste à enfermer un soldat dans un cachot sans lumière où il n'a d'autre compagnon qu'un indispensable récipient. Chaque matin, le prisonnier, sous la garde d'un sous-officier et d'une sentinelle était extrait de son cachot cinq minutes : le temps d'aller vider le récipient. Le prisonnier d'abord, portant l'objet, puis le sous-officier et la sentinelle, solennellement, au pas de parade, traversaient la cour. On n'eût pas osé nous imposer ce grotesque cérémonial. Un soldat se présentait, enlevait notre confident nocturne, le nettoyait et le plaçait avec gravité sous les yeux du sous-officier qui, minutieusement, en scrutait la profondeur. Que de fois en voyant celui-ci avancer le cou dans la direction du récipient, me suis-je dit :

— Si l'autre pouvait avoir la bonne idée de le lui planter sur la tête !

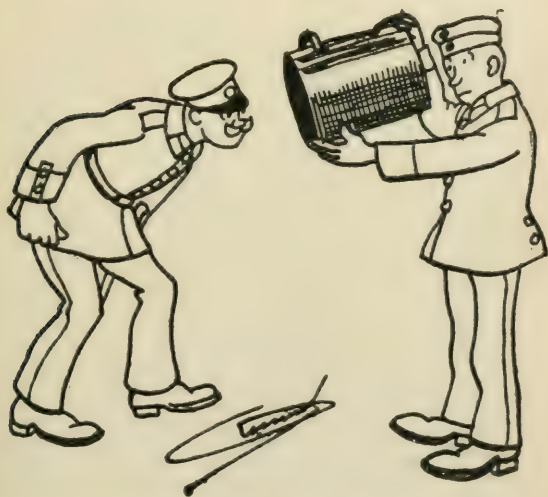
Je lui eusse volontiers donné une gratification !

Ces scènes grotesques, plus dignes d'une scène de café-concert que d'une armée, auraient mérité d'être crayonnées par un de nos maîtres humoristes. Je retrouve dans mes papiers l'esquisse que j'en avais tracée...

Décorateur de chapelle

On le voit, je devenais caricaturiste. Les circonstances faillirent, en outre, faire de moi un peintre de sujets religieux. Dans le courant du mois d'août, plusieurs d'entre nous ayant demandé à entendre la messe, cette autorisation nous fut accordée. Dans une étroite casemate allongée en boyau, un aumônier alsacien, prisonnier comme nous, obtint de dresser une manière d'autel sur une table. La messe y fut dite, en latin, et nous l'entendîmes, mêlés aux condamnés de droit commun.

A l'issue de l'office, il me fut possible de m'entretenir quelques instants avec le prêtre. Je regrettai devant lui que l'office eût été célébré dans un local aussi indigne et je me mis à sa disposition pour le cas où le commandant permettrait



Deux caricatures de M. Desson.

qu'on nettoiyât et qu'on ornât cette casemate, transformée en chapelle. Joyeux de cette offre, l'aumônier fit les démarches nécessaires. Contrairement à toute attente, le commandant en référa au général commandant la région. Celui-ci plus humain ou plus habile, donna toutes les autorisations nécessaires. Il mit même à notre disposition quelques prisonniers. Parmi ceux-là se trouvait un peintre de décors originaire de Dusseldorf, condamné pour infractions graves aux règlements. Son concours fut pour nous une véritable aubaine.

Je dressai un plan de restauration et de décoration qui fut approuvé par les autorités ; je fis acheter des couleurs et me mis aussitôt à l'œuvre. Pour décorer ces tristes murs, il eût fallu les enduire. Je tournai la difficulté en tendant des toiles sur lesquelles je représentai tour à tour, une *Cène*, le *Christ au jardin des Oliviers*, *Jésus et la Samaritaine*, l'*Ascension*, etc. etc. Je ne fais aucune difficulté pour reconnaître qu'entre les peintures de Fra Angelico, les fresques du Tiepolo et mes essais, il y a quelque distance.

J'avais fabriqué également un autel en bois découpé. Mes incarnations, décidément, ne se comptaient plus. J'y trouvais l'avantage d'échapper à l'horrible monotonie de la chambrée (car,

entouré d'ouvriers, je travaillais, durant toutes les heures claires, enfermé dans la chapelle) et de fuir ainsi ma propre pensée.

Il n'en allait pas de même, malheureusement, de mes compagnons. Leur santé déclinait de plus en plus. Si nous mangions à peu près à notre faim, aucune nourriture vraiment substantielle ne nous était permise. La saveur d'un peu de viande fraîche, nous ne l'avions pas eue sur les lèvres depuis le bienheureux déjeuner du buffet de Charleville. L'amaigrissement de la plupart de nous devenait inquiétant. Des vertiges, de fréquentes défaillances témoignaient chaque jour davantage de notre déplorable état physique. Si grand que fût notre besoin de manger, nous ne nous approchions plus de la table qu'avec répugnance. Un d'entre nous, depuis quelques jours, faisait de grands cris, la nuit, comme si des hallucinations se fussent interposées entre lui et le monde réel. Nous approchions à grands pas d'une catastrophe, lorsque...

L'heureuse surprise

Lorsque se produit l'événement capital de notre détention. Dans les premiers jours d'octobre, le 7 exactement, le *feldwebel* vint nous dire, un beau matin — ah ! oui, un beau matin :

— Vous recevrez, cet après-midi, la visite d'un Français !

— D'un Français !

Nous ne tenions plus en place. Un Français ici ! Libre de nous visiter ! C'était à n'y pas croire.

Nous pressions le *feldwebel* de questions. Il n'en savait pas ou peut-être fidèle gardien de sa consigne, n'en voulait-il pas dire davantage. On devine avec quelle impatience nous attendîmes l'après-midi et cette visite imprévue. Sur la fin du jour, entre chien et loup, nous regardions par la fenêtre, avides de voir et de savoir, quand nous aperçûmes dans la cour, entouré de plusieurs officiers, un homme d'allures extrêmement distinguées, à la barbe blanche.

— Mais c'est M. G..., s'écria le préfet.

Qui était-ce que M. G... ? Le préfet nous l'ex-

pliqua en des termes pleins d'éloges pour l'arri-
vant. On sait que nombre de philanthropes des
Etats-Unis, préoccupés des misères que traîne
inévitavelmente la guerre derrière elle, font régu-
lièrement parvenir des vivres aux régions en-
vahies. La générosité américaine aura ainsi con-
tribué à soulager, autant qu'elle le pouvait, bien
des infortunes et il y aura lieu, un jour, d'éva-
luer la dette de gratitude que, de ce fait, nous
avons contractée envers les Etats-Unis. Ce ravi-
taillement, M. G... était chargé, par les dona-
teurs, d'en surveiller la répartition. Dans cette
mission difficile, il a rendu d'éminents services.

En voyant nos figures amaigries et l'indigence
de notre installation, il ne put retenir ses lar-
mes. Il embrassa M. Trépont qu'il connaissait
particulièrement, et serra affectueusement la
main à nous tous. Ce fut un instant d'émotion
véritable. D'entre les officiers allemands qui
accompagnaient M. G..., trois avaient les yeux
humides et se détournèrent pour ne pas laisser
voir à quel point ils étaient remués.

— Mes pauvres amis, nous dit M. G..., dans
quel état êtes-vous !... Il faut absolument que le
gouvernement connaisse votre situation...

La conversation s'engagea. M. G... nous apprit
qu'il était chargé de négocier un échange d'ota-

ges Il s'efforcerait de nous y faire comprendre. La noblesse du caractère de M. Trépont se révéla tout entière au cours de l'entretien :

— Proposez mes camarades comme otages, dit-il à M. G... Je ne tiens à aucune faveur pour moi ; je ne veux, en ce qui me concerne, faire aucune pression sur le gouvernement qui sait mieux que moi ce qu'il a à faire... Je ne veux surtout prendre la place de personne. Parmi les pauvres gens prisonniers en Allemagne, certains pourraient croire à une faveur en me voyant libérer — et qu'on les délaisse. Pensez d'abord aux petits avant de songer à moi...

Cette attitude de M. Trépont était d'autant plus digne d'admiration qu'à ce moment-là, précisément, son état de santé nous donnait de réelles inquiétudes. Son intérêt personnel lui eût commandé de profiter sans retard de cette chance de prompt salut qui s'offrait à lui. Lui, pourtant, ne songeait qu'à son devoir. Dans ce pays de France, où il est de mode de dauber sur les fonctionnaires, souhaitons d'en avoir beaucoup comme le préfet du Nord.

Après une demi-heure de conversation, M. G... prit congé de nous en nous annonçant qu'à son retour à Paris, vers le milieu de novembre (il avait d'abord à visiter les régions du Nord pour

y examiner l'organisation du ravitaillement) il s'empresserait de se rendre au ministère des Affaires étrangères et de faire tout ce qui dépendrait de lui pour que nous fussions compris dans l'échange proposé. Nous ne devons pas tarder à apprendre qu'il avait tenu fidèlement sa promesse. Notre reconnaissance lui est acquise pour jamais.

SERVICE DES PRISONNIERS DE GUERRE
Colis N° 100
Expédié le 20/02/1918

Envoi de: *Monsieur Deloche à fondum
Ordenmes*

*Monsieur Deloche
National Geiseil*

*Festung Gefängnis Posten XII
Rastatt in Badic*

Envoi de: *M Deloche National Geiseil
Festung Gefängnis Posten XII*

*Monsieur Deloche
à fondum
Ordenmes*

Le colis N° 32 m'a été
remis le

Le Destinataire

F.M.

Fiche à employer dans les envois aux prisonniers.

XIV

Qu'on me permette ici une digression dont l'utilité n'échappera point aux familles qui ont quelque'un des leurs détenu en Allemagne. C'est une indication que je m'en voudrais de ne pas leur donner. A tous ceux qui font parvenir des provisions à des prisonniers, je conseille d'imiter le procédé des Comités Belges. A l'adresse du colis, ceux-ci joignent toujours une fiche numérotée dans le genre de celle qu'on peut voir ci-dessous et qui constitue un accusé de réception retourné gratuitement.

De cette fiche les avantages sont évidents. D'abord, elle permet aux envoyeurs de formuler une réclamation en cas de perte du colis. Le numéro qui la distingue des précédentes indique avec précision le nombre des colis déjà remis à la poste. Elle rend inutile l'envoi d'une lettre ou d'une carte pour accuser réception. Et ainsi le nombre de lettres ou de cartes qui peuvent être réglementairement écrites par le prisonnier ne se trouve pas diminué.

A peu de temps de là, la *Frankfurter Zeitung* reproduisait une dépêche de l'Agence Havas. Celle-ci nous remplit d'espoir. Il y était dit que notre gouvernement avait décidé de répondre au traitement infligé aux otages français de Rastatt par des mesures analogues prises à l'égard de notabilités allemandes actuellement en France. On connaissait donc notre situation et on se préoccupait d'y remédier. Nous ignorions alors que le 19 novembre M. Albert Tailliandier, député du Pas-de-Calais, avait, par une question écrite, demandé à M. Aristide Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, « s'il n'y avait pas possibilité d'obtenir le rapatriement des dix ressortissants français abusivement retenus sous le titre d'otages à Rastatt, sous prétexte que la vie et la sécurité de seize Allemands arrêtés au Maroc auraient été menacées. »

Quelques jours après, le ministre répondait officiellement au député du Pas-de-Calais par cette note qui jette un jour éclatant sur la mauvaise foi allemande, sur la mise en œuvre, à notre endroit, de ses éternels procédés d'intimidation et de chantage, — comme sur la fermeté de notre gouvernement :

« Le gouvernement allemand a informé le gouvernement français, par une note que l'ambassade des Etats-Unis a transmise le 3 avril dernier, qu'il avait fait arrêter dix fonctionnaires et notables français des départements envahis : MM. Desson, Noël, de Francqueville, Trépont, Plaquet, Lebas, Dohet, Deloche, Jacomet et de Forceville. Il a fait savoir, en outre, que des poursuites étaient engagées contre ces Français et il a proposé de les rapatrier, si le gouvernement de la République voulait, de son côté, renvoyer en Allemagne tous les Allemands condamnés par les tribunaux du Maroc ou retenus au Maroc sous l'accusation de trahison.

« Le gouvernement français a répondu qu'il se refusait à tout échange de ce genre, au moyen duquel le gouvernement impérial pourrait se faire rendre tous ceux de ses ressortissants auxquels il tient, en conservant, d'autre part, la faculté de prendre dans les départements occupés autant de nouveaux otages qu'il lui conviendrait. Le gouvernement français a ajouté qu'il ne pouvait accepter aucune assimilation entre le cas d'Allemands poursuivis devant les tribunaux réguliers ou, condamnés par ceux-ci pour des délits certains, et le cas des Français que le gouvernement impérial menaçait de procès de circonstance, afin de faire d'eux un objet d'échange. Il a terminé en disant que, s'il était porté atteinte dans ces conditions à la vie de ses nationaux, les *représailles seraient sévères et immédiates.*

« Le gouvernement impérial ayant alors fait interner en Allemagne les dix notables français à titre d'otages, sans faire connaître qu'aucune condamnation eût été prononcée contre eux, le ministère des Affaires étrangères a protesté à plusieurs reprises contre cette détention abusive. Il a informé récemment les autorités allemandes, par la voie officielle de l'ambassade d'Espagne à Berlin, que, si cette situation se prolongeait, des prisonniers civils allemands en nombre égal seraient soumis à un traitement de rigueur similaire et qu'ils seraient désignés, soit parmi les fonctionnaires et les notables capturés en Alsace, par nos troupes, soit parmi ceux qu'elles ont faits prisonniers dans les territoires coloniaux allemands occupés par elles, soit enfin parmi les internés.

« A la suite de cette communication, un intermédiaire officieux ayant annoncé que les autorités allemandes allaient faire parvenir au sujet des dix otages français des propositions qu'elles croyaient de nature à satisfaire le gouvernement français, ce dernier a provisoirement suspendu la mise à exécution des mesures de rétorsion notifiées par lui, en attendant la réception de ces nouvelles propositions du gouvernement impérial. »

Le départ pour Celle

Ces « nouvelles propositions du gouvernement impérial » ce devait être l'échange des otages. Il était grand temps. Nous étions tous à bout de forces. En dépit de son indomptable énergie, M. Trépont se trouvait souffrant au plus haut point. Depuis cinq jours il ne prenait plus aucune nourriture, et nous en éprouvions de très vives inquiétudes.

Le 7 décembre, le commandant du fort se présenta à nous, la figure toute changée, presque aimable. Il nous pria de faire nos préparatifs de départ car, nous déclara-t-il, nous partions le lendemain matin pour Celle, dans le Hanovre, Ce fut d'abord pour nous un coup de massue. Dans le Hanovre ! Eh quoi, nous nous trouvions aux portes de Strasbourg et l'on nous faisait remonter en pleine Allemagne ! Si c'était une façon de rentrer en France, c'était vraiment une drôle de façon !

— Vous serez bien mieux traités qu'ici, nous dit le commandant, vous serez dans un château, au château de Celle...

Cette assurance ne nous touchait point. On nous l'avait déjà faite, la plaisanterie du château. Pendant quelques minutes, je ne puis dire si nous fûmes plus surpris ou plus indignés. Ce qui nous calma un peu, ce fut d'apprendre que nous serions internés dans un camp d'officiers français. A la bonne heure, nous allions revoir des compatriotes ! Et puis nous n'aurions plus à subir le voisinage de condamnés de droit commun. Et puis, notre espoir dans les démarches de M. G... était invincible.

— Au fond, dit l'un de nous, résumant ainsi les pensées de tous, si on nous éloigne, c'est très probablement pour que ça aille mieux.

Une autorisation qui nous fut donnée nous confirma dans cette pensée. Pour la première fois, nous pûmes télégraphier à nos familles, leur donner des nouvelles de notre santé et les aviser de notre changement de résidence.

Peu à peu notre belle humeur nous revenait. Oui, oui, ce changement était d'un heureux présage. Les mauvais jours finissaient. L'après-midi se passa à envisager un avenir plus riant et à faire nos valises.

— Et vos peintures de la chapelle ? me demanda-t-on.

Elles étaient terminées. Je remis vingt marks

au major, en le priant de les faire photographier et de m'en envoyer quelques épreuves à Celle. Le commandant dut se dire qu'il n'est pas de petits profits. Sans jamais rien me faire parvenir, il garda les vingt marks. Je lui en fais volontiers cadeau ; mais c'est lui qui aurait dû s'appeler *Chipeck*.

Le lendemain matin, à neuf heures, des voitures (payées par nous, bien entendu) nous conduisaient à la gare de Rastatt. Des soldats nous attendaient, qui devaient être nos gardiens durant le trajet. Mais cette fois, on ne chargea aucune espèce de fusil devant nous. De plus, on nous fit voyager en deuxième classe et on nous prévint qu'un coin du wagon-restaurant nous avait été réservé. Nous montâmes dans le compartiment, agréablement surpris. Décidément, il y avait quelque chose de changé. Un affreux cauchemar s'évanouissait.

TROISIÈME PARTIE

LA DÉLIVRANCE



XV

L'officier qui commandait notre escorte se montra courtois, presque empressé. De notre voyage, du trajet de Rastatt à Celle, il n'y a rien à dire. Nous traversions une région industrielle, riche en usines. Quelques-unes seulement nous parurent en activité. Autour de Carlsruhe, nous pûmes apercevoir, en passant, une série de canons spéciaux braqués contre le ciel. Ils attendaient nos avions.

Dix heures sonnaient quand le train nous débarqua à Celle. Un soldat attendait à la gare, avec l'ordre d'indiquer à l'officier le chemin du château. Cette fois, le château n'était pas un leurre. Après quelques pas hors de la gare, il nous apparut dans la nuit comme une immense bâtisse du dix-huitième siècle, aux multiples fenêtres. Celui-là n'avait pas la mine d'une prison. Nous avions tout lieu d'espérer, si c'était là qu'on nous conduisait.

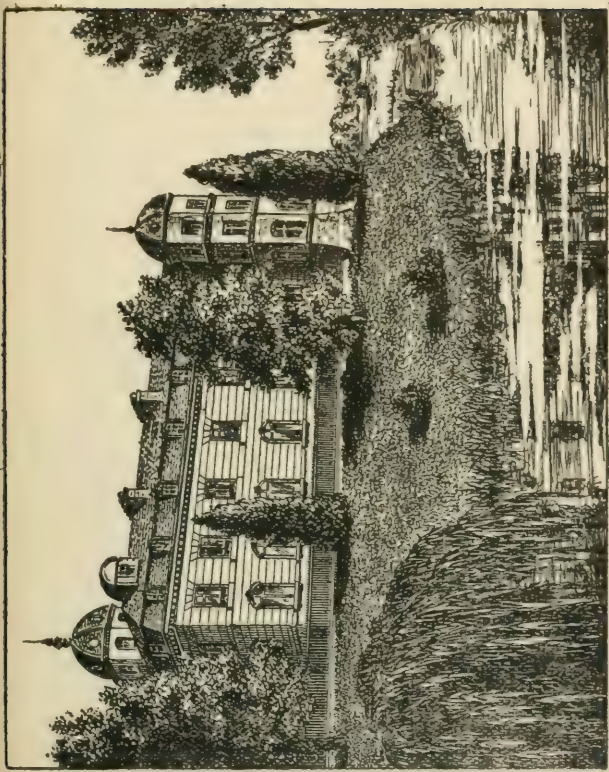
C'était là. Nos espérances se précisèrent en réalité, à nos premiers pas dans l'intérieur de

notre nouvelle résidence. Le *feldwebel* nous avait agréablement surpris, aux premiers mots, en nous annonçant qu'aussitôt notre identité reconnue, il nous conduirait à *nos chambres*. Notre surprise devint de la joie, un instant après. Au lieu d'être entassés à dix, dans une casemate obscure et sans air, on mettait à notre disposition deux pièces, hautes et larges, chacune avec cinq lits. De véritables lits, — je veux dire avec un matelas, un sommier et des draps — des draps ? Avec cela, plus de barreaux aux fenêtres, plus de verrous aux portes, plus de sentinelles dans le couloir. C'était le paradis !

Pendant que Deloche et Coquerele, toujours dévoués, faisaient nos lits et que, par les fenêtres de nos deux chambres communicantes, nous regardions la ville, un de nos nouveaux voisins, un Anglais, frappa à la porte. Il venait amialement nous souhaiter la bienvenue.

— Je suis heureux de votre transfert à Celle, nous dit-il. Il convient de rendre justice même à des adversaires. La vérité est qu'ici on est très bien. *Tout est défendu, mais tout est toléré*. Alors...

Il nous apprit notamment que l'on pouvait communiquer de chambre en chambre et que, à la condition de se soumettre aux prescriptions



Le château de Celle.

du règlement, nous pouvions aller et venir librement dans l'enceinte du château. Enfin, nous respirions ! Chacun de nous s'endormit en faisant des rêves dorés.

Le château de Celle renfermait deux cent vingt prisonniers français, anglais, russes ou belges. La plus grande partie était nos compatriotes. Le bruit s'était vite répandu, dans le château, que les dix otages nationaux arrivaient. Tout le monde voulait les voir. Le lendemain matin, ce fut chez nous un défilé. Plusieurs d'entre nous reconnurent des amis. M. Motte, le grand industriel de Roubaix, se jeta dans les bras de M. Trépont. Parmi les détenus se trouvaient des ingénieurs de la manufacture de Saint-Gobain, des prêtres du Nord, M. de Fourmestraux, professeur de français en Allemagne avant la guerre ; M. Cormorant, le sympathique commissaire de Tergnier ; M. Maby, secrétaire de M. Mouthon à la préfecture de police. On devine ces effusions, ces poignées de mains, ces cris de joie, ces embrassades.

Beaucoup étaient effrayés de nous voir des mines aussi défaites. Ils s'empressaient de nous rassurer.

— Vous vous remettrez bientôt ici. L'air est pur, le régime supportable.

Dans la matinée, le commandant du fort demanda à nous voir. Il avait une tête de bon vieux juge de paix de campagne. Quelle différence avec le geôlier de Rastatt ! Il fut correct, s'enquit de nos besoins, nous assura qu'il ferait ce qui dépendrait de lui pour adoucir notre captivité — et nous apprit une excellente nouvelle, la meilleure de toutes. Comme le préfet du Nord lui demandait, en notre nom, l'autorisation d'introduire, dans nos chambres, quelques commodités, un peu de superflu, « chose si nécessaire ! » disait Voltaire... :

— Je ne crois pas que cela soit bien utile, nous déclara-t-il. Vous n'êtes pas ici pour longtemps.

Allons, tout allait pour le mieux. Nous devinions que les démarches de M. G... avaient réussi et qu'un prochain échange d'otages nous réservait la joie de revoir nos familles.

Pleins d'aise, nous prîmes congé du commandant. Nos compatriotes, nos nouveaux amis, nous attendaient et se mirent à notre disposition pour nous faire visiter le château et nous mettre au courant de notre nouvelle vie. Ils nous convièrent à faire le tour du... locataire, et nous prodiguèrent les renseignements.

Le château, tel qu'il est aujourd'hui, se compose d'un vaste corps de logis flanqué de deux

tourelles imposantes. Des pelouses en pente conduisent à une large pièce d'eau qui fait le tour des bâtiments. Nous pouvions nous promener au milieu d'elles, garantis, par un vaste grillage dressé sur le bord de l'étang, de la tentation de nous échapper en sautant à l'eau. Personne, au reste, n'y songeait. La liberté qui nous était laissée d'aller et de venir, dans l'enceinte du château, nous paraissait l'indépendance absolue auprès de la réclusion de Rastatt.

Dans un vaste réfectoire, une table spéciale nous fut réservée. Le propriétaire d'un hôtel de la ville avait pris en adjudication la nourriture des prisonniers. Il parlait le français et s'empressa de nous apprendre que nous pourrions obtenir tous les suppléments que réclamait impérieusement notre estomac délabré. Les conditions qu'il nous fit étaient acceptables. De plus en plus, notre avenir se teintait de rose.

On devine que, dans les dispositions d'esprit où nous étions tous, notre premier repas fut très gai. On plaisanta un peu l'excellent appétit du procureur général et de M. de Forceville. Notre satisfaction était grande à voir qu'enfin M. Trépont recommençait à manger. Il était arrivé dans un état de santé lamentable. Il se trouvait extrêmement amaigri. Sur nos conseils, il se mit à

faire de la suralimentation. Délicieux réconfort, il put boire du vin, comme nous tous. Ah ! cette première bouteille de bordeaux, quel souvenir ému nous en garderons !

* * *

Au nombre des prisonniers se trouvait M. Max, l'héroïque bourgmestre de Bruxelles. Son histoire était venue jusqu'à nous ; la grandeur de son attitude, son indomptable patriotisme nous avaient souvent transportés d'admiration. A le connaître, nous ne pûmes nous empêcher de l'aimer, par surcroît.

Il était en assez bonne santé, quoique très affaibli encore par les cruautés de la détention qu'avant son transfert à Celle il avait subie dans les casemates allemandes. Sa vaillance, sa tranquille énergie, sa foi dans l'avenir n'avaient reçu aucune atteinte. Il occupait tout seul une chambre qu'il avait pu meubler à peu près convenablement. Il en sortait peu, y prenait ses repas, travaillant presque toute la journée, n'interrompant son acharné labeur que par de courtes promenades avec deux officiers supérieurs, l'un anglais, l'autre russe. A chacun d'eux il parlait sa langue et transformait ainsi ces instants de

récréation en exercices de conversation étrangère.

Il avait au plus haut point cette attirante simplicité que donne une totale distinction. Son affabilité mettait les plus petits à leur aise, sans diminuer le profond respect que cet homme inspirait invinciblement. La générosité de ses sentiments, la constante élévation de son âme enflammée de patriotisme suscitaient autour de lui de véritables enthousiasmes. S'il parlait de la Belgique, les larmes lui venaient aux yeux. Il avait alors des intonations poignantes. Ceux qui l'ont entendu dire : « Mon cher Bruxelles ! » ou : « Mes pauvres compatriotes ! », ceux-là seuls savent ce qu'il peut tenir de douleur et d'amour dans une plainte !

* * *

Notre seule obligation était de répondre, matin et soir, à un sous-officier qui faisait le tour des chambres et nous comptait. A dix heures, extinction des feux ; tout le monde devait être couché.

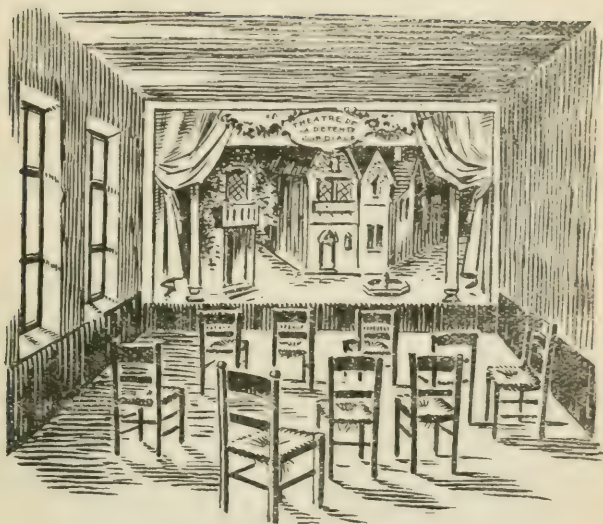
Assurés désormais d'un traitement humain, comment emploierions-nous nos journées ? Les premières se passèrent en d'interminables causeries avec ceux que nous retrouvions ou vers qui

nous portaient de naissantes sympathies... On nous informa qu'un petit comité, inspiré par M. de Fourmestraux, avait organisé des cours facultatifs de langues vivantes et d'enseignements réciproque.

— Bravo ! fit M. Trépont. Je vais pouvoir me remettre à l'anglais.

M. de Francqueville et M. de Forceville, qui parlent couramment l'allemand, décidèrent de pousser plus avant encore leur connaissance de cette langue. Un de nos compatriotes, M. Souchon, professeur dans une école Berlitz, se mit aimablement à leur disposition. Pour moi, je ne me sentais aucun goût pour ce genre d'études. On me demanda d'entrer dans un groupe artistique récemment fondé et j'acceptai avec empressement. Je m'y liai avec le prince Nicolas Tournanoff et le pastelliste Mittelman. Ils préparaient une exposition de tableaux — dans le château, bien entendu. Ils me proposèrent d'y participer. Avec les conseils qu'ils me donnèrent je brossai trois paysages. Harpignies, Claude Monet, Marthe de Deker auront désormais à compter avec moi !

Mon besoin d'activité se tourna encore d'un autre côté. Comme sur toutes les personnes cultivées, le théâtre exerçait son invincible attrait



...J'eus l'idée de substituer une scène surélevée, afin que tout le monde pût voir commodément, et démontable, afin que notre réfectoire pût être, dans le plus bref délai, aménagé en véritable théâtre, puis rendu à sa véritable destination.

sur les prisonniers. Avec l'autorisation du commandant, ils avaient donné quelques représentations, tant bien que mal organisées. Le dimanche qui suivit notre arrivée, la petite compagnie d'amateurs qui s'était constituée offrit aux détenus l'*Anglais tel qu'on le parle*. Comme toujours, la délicieuse comédie de Tristan Bernard fit rire aux larmes. M. Motte, le grand industriel de Roubaix, s'était chargé du rôle de l'interprète. Il y eut de véritables trouvailles comiques. La caissière et la petite Française, toutes deux fort amusantes dans des costumes taillés pour la circonstance, étaient curieusement silhouettées par deux de nos compagnons.

Ces petites représentations avaient lieu dans notre grande salle à manger, préalablement débarrassée des tables et des bancs. La scène, c'était un coin de la salle tout simplement. A cette installation primitive, j'eus l'idée de substituer une scène surélevée, afin que tout le monde pût voir commodément, et démontable, afin que notre réfectoire pût être, dans le plus bref délai, aménagé en véritable théâtre, puis rendu à sa véritable destination.

La compagnie d'amateurs accueillit ma proposition avec enthousiasme. Je proposai un plan, des crédits furent votés et l'on se mit à l'ouvrage.

Une véritable scène fut construite, qui porta à son fronton ce titre de circonstance : « Théâtre de la Détente cordiale. »

Un décorateur de Bruxelles se trouvait parmi nous. Il m'aïda à brosser trois décors, un intérieur, une forêt, ce que, dans le langage des coulisses on appelle un « rustique » et le décor du troisième acte de *Cyrano de Bergerac*. Mais oui ! Rien que cela : le balcon recouvert des traînées de lierre, à l'abri desquelles Cyrano lance à Roxane émue les aveux enfiévrés que le pauvre Christian n'aurait jamais imaginés.

— Quels mots me direz-vous ?

— Tous ceux, tous ceux, tous ceux
Qui me viendront, je vais vous les jeter en touffe.
Sans les mettre en bouquet : je vous aime, j'étouffe ;
Je t'aime, j'en suis fou ; je n'en peux plus ; c'est trop.
Ton nom est dans mon cœur comme dans un grelot.
Et comme tout le temps, Roxane, je frissonne,
Tout le temps le grelot s'agite et le nom sonne !

Nous avons trouvé les acteurs. Cyrano, ce serait M. de Fourmestaux. Le commissaire Cormorant devait incarner de Guiches. Le terrible rôle de Roxane, un gentil garçon, fils d'un offi-

cier belge, l'avait accepté. Imberbe, distingué, d'une figure gracieuse, il y ferait très bien. Plusieurs musiciens de l'orchestre de la Monnaie, emprisonnés eux aussi, formaient un orchestre de valeur. La représentation devait être brillante. Nous nous en promettions déjà le plus vif plaisir. Mais, au livre du Destin, il était écrit que la représentation se donnerait sans nous !

XVI

Les bonnes nouvelles arrivent toujours quand on s'y attend le moins. Le mois de décembre s'était écoulé pour nous dans une quiétude insouciant. Nous avions, comme il sied, fêté la Noël et le jour de l'An avec nos compatriotes. Nous nous étions offert le luxe d'une messe de minuit, le 24 décembre, et le lendemain matin, d'une autre messe solennelle, en musique, avec chœurs, célébrée dans la grande salle à manger. Je me souviens encore d'une émouvante allocution, toute vibrante de patriotisme, que prononça le curé (prisonnier, lui aussi) de Saint-Hilaire-les-Cambrai, l'abbé Herrengt. Sa chaleureuse parole remua profondément nos cœurs et nous transporta. Cette nuit-là nous avons la permission de veiller jusqu'à deux heures du matin. Nous fîmes un petit réveillon. A côté de nous, les Anglais fêtaient fastueusement Christmas.

Même joyeux cérémonial, le soir du 31 décem-

bre. A minuit, de chambre en chambre, on se souhaita une bonne année, la délivrance et la victoire. On réveillonnait à droite et à gauche : on but au triomphe des alliés, à la résurrection du Droit et de la Justice, — et aussi à ceux de nos malheureux compatriotes qui, moins heureux que nous, dans des casemates ou des camps de concentration, portaient encore tout le poids de la cruauté allemande. D'un cœur plein de pitié, nous appelions la fin de leurs souffrances ; nous leur souhaitions la liberté...

Or, à ce moment même, la *Déesse au front éblouissant*, comme l'appelle le poète, frappait à notre porte. Le 1^{er} janvier, je mettais la dernière main aux décors de notre théâtre, quand Deloche accourut, pâle, effaré :

— Monsieur Desson, nous partons ! Nous partons !

— Qu'est-ce que tu dis ?

— Oui, oui, nous partons... Tous nos bagages doivent être descendus dans la cour, à quatre heures. A dix heures, nous quittons le château.

— D'où tiens-tu ces bruits ?

— Ce ne sont pas des bruits. Le soldat qui tout à l'heure nous apportait les lettres me l'a affirmé.

Je demeurais sceptique. Que les formalités de l'échange eussent été si rapides, j'en doutais en-

core. Mes compagnons pensèrent comme moi. Au déjeuner, on taquina un peu Deloche, en commentant l'incident. Lui tenait bon :

— Vous verrez, vous verrez que j'ai raison.

Nous ne demandions, parbleu ! qu'à avoir tort. Une joie sans mélange d'abord nous envahit lorsque le *feldwebel* vint nous apporter officiellement l'avis que nous eussions à nous tenir prêts à quitter la prison dans la soirée. Grand émoi dans le château. Eh quoi ! nous partions si vite ! Et nos cours de langues vivantes ? Et le théâtre en construction ? Et la représentation de *Cyrano de Bergerac* ? Rien de tout cela, certes, ne tenait devant l'image de la Liberté. Nous éprouvions, cependant, qu'ici-bas, il n'est pas de parfaite allégresse. Sur notre félicité passait un nuage, à la pensée de ceux que nous laissions. Et nous avions presque honte de notre bonheur.

Le soir, pour la dernière fois, nous prîmes notre repas dans la grande salle, avec nos compatriotes. Comme nous, ils étaient très émus. On porta des santés, on s'embrassa. Nous nous sentions le cœur gros de plus en plus. Malgré eux, certains (et comment ne l'eussent-ils pas fait ?) enviaient notre sort. Nous les réconfortions ; nous les encourageons :

— Votre tour viendra !... Nous nous occupe-

rons de vous, là-bas. Soyez tranquilles, on ne vous oubliera pas !

Ils nous accompagnèrent tous ensemble jusqu'aux grilles. Là, nous nous embrassâmes de nouveau, remués jusqu'aux moelles, si bouleversés de regrets, de pitié et d'affection que nous n'osions plus dire un mot, de peur d'éclater en sanglots.



A dix heures, nous prenions le train ; nous y passâmes la nuit et, le lendemain, vers huit heures du soir, nous débarquions à Singen, à deux pas de la frontière suisse. C'est là que nous devions attendre l'accomplissement des dernières formalités. Notre voyage n'avait été marqué par aucun incident — si ce n'est qu'à Mannheim, pendant que nous déjeunions au buffet, certains consommateurs crurent devoir prendre une attitude hostile à notre égard. Les habitants de Mannheim n'ont jamais passé pour des aigles, même aux yeux de leurs compatriotes.

A Singen, un officier nous attendait à la tête d'un détachement de soldats en armes. Oh ! oh ! devenions-nous de si grands personnages ! Pas

du tout. L'officier, le commandant von Schippenbach (mais celui-là ne chipait rien !) nous avoua plus tard qu'en apprenant l'arrivée de dix *Marocains* (otages du Maroc, nous étions, pour ces gens-là, des Marocains !) il avait cru devoir prendre quelques précautions. D'où ce déploiement de forces.

Rassuré en voyant notre air pacifique, il se montra d'une véritable courtoisie à notre égard.

— Dans quelques jours, nous dit-il, j'aurai le plaisir de vous conduire à la frontière suisse. Quand exactement ? Je ne saurais vous le dire. Cela dépendra de votre gouvernement. Vous n'ignorez pas qu'en France les formalités sont toujours très longues, C'est ce que vous appelez, je crois, de la paperasserie...

De cette réflexion, von Schippenbach eût pu peut-être se dispenser. Si, en bons Français, nous daubons volontiers sur notre gouvernement, il nous déplaît instinctivement d'entendre un étranger, un ennemi surtout, élever la moindre critique contre lui. Pour lui faire pièce, nous aurions volontiers crié qu'à Paris les affaires sont, au contraire, expédiées à la vapeur. D'ailleurs, ne les appelle-t-on pas les affaires courantes !

Mais il n'insista point. Il s'occupait de notre installation. Nous logions au grand hôtel de l'en-

droit, à l'Hôtel Central. Si je livre ce nom à la publicité, ce n'est point dans une pensée de réclame, car je pense bien qu'après la guerre nous ne nous hâterons pas de renouer des relations avec nos ennemis. Au deuxième étage, dix chambres donnaient sur un couloir. A chacun on en assigna une. Le couloir était gardé par une sentinelle. Nous prenions nos repas, au rez-de-chaussée, dans une salle réservée. L'officier nous y conduisait pour le déjeuner et pour le dîner. Puis il nous raccompagnait gravement jusqu'à nos chambres.

Il s'était mis aussi à notre disposition pour des promenades. Une heure, chaque jour, en sa compagnie, nous prenions l'air aux environs de la ville, toujours suivis d'un sous-officier en armes. Nous avons essayé de faire comprendre à von Schippenbach combien cette surveillance était inutile. Aucun d'entre nous, certes ! ne se fût avisé de compromettre l'imminente libération de tous ses camarades en tentant un coup de folie.

— Je pense comme vous, nous dit l'officier. Mais c'est l'ordre !... La frontière est à deux pas. Vous pouvez en voir, d'ici, les poteaux indicateurs sur les hauteurs environnantes... Et puis, encore une fois, c'est l'ordre. Je dois y obéir tout le premier.

Tout cela n'avait pas une grande importance. Ce qui, seul, nous intéressait, c'était notre libération. Quand se produirait-elle ? Ce départ précipité de Singen nous avait fait croire à un retour presque immédiat en France. Huit jours se passèrent dans l'attente, nous commencions à éprouver quelque agacement : puis dix, puis quinze ! Ah ça ! qu'arrivait-il ? L'échange n'était donc pas accepté ? Les Allemands se ravisaient-ils ? Notre inquiétude grandissait avec les heures. Au début de la troisième semaine, nous devenions enragés.

Le 17 janvier, von Schippenbach nous arriva, la mine épanouie. Il tenait à la main un bout de papier.

— C'est pour demain, messieurs, nous dit-il. Vous partirez à neuf heures du matin ; j'aurai l'honneur de vous tenir compagnie jusqu'à la frontière.

Enfin ! Tout au plaisir de cette nouvelle, nous l'écoutâmes assez distraitement nous informer « d'une petite formalité indispensable ». Pour éviter tout retard à Gottmingen, la gare-frontière, nos bagages seraient dans un instant, ici même, visités, refermés et plombés. Vers six heures arrivèrent des fonctionnaires mi-gendarmes, mi-douaniers. Ah ! les insupportables animaux ! Ils bouleversèrent de fond en comble nos bagages.

Ils nous enlevèrent jusqu'à nos lettres familiales, jusqu'aux moindres papiers. Ils poussèrent l'indiscrétion jusqu'à faire déshabiller certains d'entre nous. M. Trépont, notamment, fut mis nu comme un ver... Mais bah ! la liberté était proche et déjà *son front éblouissant* illuminait notre âme.

Personne de nous, bien entendu, ne ferma l'œil cette nuit-là. Au matin, nous étions tous debout bien avant l'heure. Notre départ s'effectua sans incident. A Gottmingen, nous subîmes le dernier ennui de la fouille. Nous connûmes, une fois encore, la répugnance de sentir des mains allemandes nous frôler. Sans nous demander la moindre permission, on échangea aussi notre or contre des billets allemands, au cours ordinaire du mark, — ce qui constitua pour les changeurs « *un bedide obération* » assez réjouissante. Puis, nous remettant entre les mains d'un commissaire de police, chargé de nous conduire à Schaffouse, le commandant von Schippenbach prit congé de nous avec courtoisie.

A Schaffouse, le policier boche se trouva fort embarrassé de nous. Il s'était imaginé, sans doute, que, pour recevoir un fonctionnaire allemand, le Conseil fédéral s'assemblerait en corps sur le quai de la gare. Quand il n'y vit personne

il resta tout décontenancé. Le chef de gare le prit en pitié et lui donna l'adresse du conseiller d'Etat chargé de surveiller l'échange, en ce qui concernait le passage des otages, à Schaffouse. Quelques instants après, celui-ci donnait décharge au commissaire qui, sans mot dire, saluait et tournait les talons.

— Enfin, libres !...

Un même cri sortit de nos poitrines. En souriant, le conseiller d'Etat nous fit observer qu'aux termes des accords intervenus, nous ne serions vraiment libres qu'en quittant Genève, alors que les otages allemands seraient arrivés, eux aussi, à la frontière allemande.

— Mais je puis vous assurer, ajouta-t-il, qu'ici vous êtes, en attendant, tout à fait en sécurité.

De cette certitude, nous goûtions déjà le plaisir jusqu'à l'enivrement. Nos yeux brillaient ; notre sang bouillait d'impatience et de plaisir dans nos artères ; nous nous sentions renaître. Fouler un sol libre, respirer un air libre, quelle volupté ! Aussi, ce fut parmi nous un concert de protestations quand on nous apprit que pour gagner plus vite Zurich il nous fallait prendre la ligne d'Eggen-
sâ et pendant vingt minutes, d'Altenbourg à Rastatt, repasser en Allemagne :

— Non, non, nous refusons !

Le préfet du Nord ajouta :

— Je préférerais gagner à pied Zurich.

Doucement, le conseiller d'Etat nous calma. Il finit par nous persuader que, si nous voulions repartir le soir même pour la France, il nous fallait passer par Eglisaü. A Zurich, où M. Beau, ambassadeur de France, devait nous souhaiter la bienvenue ; à Berne, où nos familles nous attendaient, il convenait de ne pas arriver trop tard. Pour ne pas manquer d'indispensables correspondances, il fallait nous résigner. Nous montâmes donc dans le train qui passe par l'Allemagne. C'était un express. Il ne s'arrêta à aucune des gares ennemies. La vingtaine de minutes qu'il employa à les franchir passa vite. A vrai dire, ce sont nos seuls instants d'Allemagne qui nous parurent supportables. Nous pensions à ceux que nous allions bientôt embrasser. Notre pensée impatiente s'élançait au devant d'eux et notre cœur se dilatait de tendresse...

Notre arrivée à Zurich, où M. Beau nous exprima sa joie de nous revoir et nous souhaita le plus heureux des retours dans nos familles ; notre rencontre avec l'envoyé spécial du *Petit Parisien*, chargé de nous apporter les compliments de bienvenue de son journal ; les délicieuses minutes de Berne, quand nous aperçûmes, sur le quai, ceux

qui étaient venus de France pour nous attendre, l'accueil de Genève, les cris et les acclamations qui saluèrent notre passage à Bellegarde, la réception qui nous fut faite à Lyon, notre arrivée à Paris, tout cela, on l'a raconté déjà. Je n'y puis penser encore sans un profond sentiment de fierté et de gratitude. Ces instants ont largement payé tout ce que nous avons souffert — tout ce que nous avons eu l'insigne honneur de souffrir pour la patrie...

XVI

**L'odyssée de
Mme Desson**

J'ai raconté de mon mieux les principaux épisodes de nos onze mois de captivité : je me suis efforcé de présenter exactement la vérité, sans me préoccuper d'entourer ma narration d'ornements inutiles, avec le seul souci de taire ce qui pourrait attirer des représailles sur ceux qui, de l'autre côté du front, gémissent encore sous le joug allemand. Pendant que ce récit paraissait dans les colonnes du *Petit Parisien*, des amis, de nombreux lecteurs m'ont obligeamment demandé de ne pas clore mon récit sans leur apprendre ce que, au cours de ma série d'épreuves, devenait Mme Desson. Ce témoignage de sympathie m'a trop vivement touché pour que je ne me rende pas à un désir exprimé de si aimable façon.

Ni la brutalité ni l'imprévu de mon arrestation n'avaient abattu ma femme. Elle est de celles qui ne désespèrent pas volontiers. Elle s'était dit, tout

simplement : « Mon mari est parti ; remplaçons-le, si je puis. » Au château du Montrouge, à la sucrerie, elle donnait toute son activité, encourageant les uns, exhortant les autres, ne perdant, en apparence du moins, rien de son sang-froid ni de sa bonne humeur. Les Françaises sont ainsi.

Comment cette attitude n'eût-elle pas indisposé nos ennemis ? Quelques jours après mon transfert à Crépy, des officiers, logés au château, faisaient comprendre à ma femme que, son mari n'étant plus là, elle devait partir, elle aussi. Ma femme se récria : — « Pas du tout ! je reste avec mes amis !... »

Doucereusement, ils lui répondaient :

— Réfléchissez bien... Nous vous parlons dans votre intérêt.

Ma femme haussait les épaules. Un matin, le commandant se présenta à elle, lui annonça mon internement au fort d'Hirson, en qualité d'otage pour le Maroc. Sans s'arrêter devant son ébahissement ni ses protestations indignées, il ajouta que des officiers de la garde impériale ayant été enfermés à Riom où on les laissait mourir de faim (vous voyez l'audace de telles allégations !) le gouvernement impérial avait décidé d'user de représailles...

— Pour vous, déclara-t-il en terminant, vous ne

pouvez plus rester ici... Inutile d'y songer davantage Je vous laisse le choix entre l'arrestation et le départ... Pour des raisons d'humanité, je tiens, si vous partez, à ce que vous vous en alliez dans les meilleures conditions possibles. Ecrivez officiellement à la kommandantur pour lui faire part de votre désir de retourner à Paris. Voici d'ailleurs un modèle de lettre. Copiez-le, sans changement, et je me chargerai du reste... Je parle dans votre intérêt, madame, dans votre intérêt...

Demander quelque chose à un Allemand, ce n'était ni dans les goûts ni dans les habitudes de ma femme. Elle comprit cependant que toute résistance serait vaine. Son éloignement était décidé. La kommandantur ne lui pardonnait ni son langage ni certains actes, très simples, certes ! mais dont la fermeté était capable de susciter des exemples. D'autre part, elle redoutait, en s'obstinant à rester, d'attirer sur nos amis O... de nouvelles persécutions. Le mieux peut-être était de céder, puisque la mission de tendre amitié qu'elle tenait à remplir auprès d'eux, il ne lui était plus permis de s'en acquitter. Mais elle se flattait de l'espoir de partir avec les honneurs de la guerre. On lui avait donné quarante-huit heures pour réfléchir. Elle différa sa réponse au delà du terme fixé. Les officiers insistaient :

— Madame, avez-vous écrit la lettre ?... — Eh bien, et cette lettre ?...

A ces questions, elle répondait d'une manière évasive jusqu'au jour où, sur le conseil même de nos amis qui commençaient à craindre pour elle, elle dicta ses conditions. Elle partirait, soit. Mais on lui garantissait qu'elle n'éprouverait aucun ennui durant tout le voyage.

Les Allemands se répandirent en promesses : « Elle serait entourée d'égards, elle voyagerait en deuxième classe et par un train direct. Son voyage serait gratuit, comme le transport de ses bagages ; une excellente place lui serait réservée dans le wagon-restaurant, etc. » Le commandant eut même l'aplomb d'ajouter :

— Je souhaite, madame, qu'une fois arrivée à la frontière, vos compatriotes continuent à vous traiter comme nous l'aurons fait...

Après tant d'autres, Mme Desson ne devait pas tarder à apprécier les effets de la bonne foi allemande. Sa lettre écrite, elle avait repris ses occupations et, trois semaines s'étant écoulées, elle commençait à croire que les envahisseurs avaient changé d'avis, lorsque le mercredi 12 mai, après le déjeuner, un motocycliste arriva en vitesse au château du Montrouge. Il voulait voir Mme Desson :

— Madame, vous devez partir sur-le-champ. Dans deux heures il faut que vous soyez rendue à la kommandantur de Crépy.

— Dans deux heures, riposta ma femme, comme vous y allez ! D'ailleurs, on m'a promis, si je partais, un sauf-conduit ? Commencez par me donner ce sauf-conduit.

— Vous le trouverez à Crépy.

Ce fut une minute douloureuse. Ma femme se désolait à l'idée de quitter nos amis. Ceux-ci la voyaient partir avec chagrin. Mais déjà un coupé était avancé devant le château. Vers quatre heures, après avoir embrassé ceux qu'elle laissait et échangé avec eux de chaleureuses paroles d'espoir, ma femme montait dans le coupé, avec deux officiers et un gendarme. Quelques instants après elle arrivait à Crépy et se présentait à la kommandantur. On jeta ses malles au milieu de la cour et on la planta là. Des habitants de Crépy accouraient, et elle entendait leurs réflexions :

— On emmène Mme Desson prisonnière. — La pauvre femme, elle ne sait pas ce qui l'attend ! — On la fera disparaître, comme son mari !

Au bout d'une demi-heure, le chef de la kommandantur daigna se souvenir qu'une femme attendait dans la cour. Il la fit comparaître :

— Vous partirez demain, lui dit-il, sèchement. Le reste ne me regarde pas !

Mme Desson put heureusement recevoir l'hospitalité d'amis, M. et Mme Potel, qui l'entourèrent de soins. Elle passa la nuit chez eux. Le lendemain matin, à sept heures, elle repartit pour la gare, sous l'escorte d'un gendarme, parmi les sanglots de la petite fille de la maison qui, à travers ses larmes, faisait de grands cris :

— Madame Desson, on vous emmène en prison !... Prenez garde, on vous emmène en prison !...

A la gare, on adjoint à la voyageuse une autre Française, Mme D... évacuée, elle aussi, avec sa petite-fille. Les deux femmes se présentent l'une à l'autre et se promettent aide et assistance réciproques, au cours de ce voyage qui s'annonce si bizarrement. Mme Desson se voit refuser le sauf-conduit promis comme toute espèce de papiers. On la fait monter avec sa compagne dans un wagon sale et puant de quatrième classe. A leurs protestations, le gendarme qui parle un invraisemblable français, répond qu'il ne sait rien. Le train part pour Laon, où les voyageuses trouvent péniblement chez une amie, un peu de café (tout le reste était réquisitionné par les Boches) et d'où, après avoir fait payer quatre francs d'enregistre-

ment pour une malle, l'on dirige Mme Desson et Mme D... sur Vervins. Elles y sont à quatre heures. A six, ayant pu, sous la surveillance du gendarme, avaler un potage et une omelette dans une brasserie voisine de la gare, elles comparaissent devant l'*hauptmann* qui commande à Vervins. Grossièrement, il les interroge.

— Vous partez volontairement, n'est-ce pas ?

— Non, certes ! s'écria ma femme.

A cette réponse, la goujaterie de l'*hauptmann* s'accentue. Il roule des yeux furibonds. Sa figure revêt des expressions de méchanceté qui impressionnent au plus haut point le gendarme. Diable ! Diable ! Il se glisse derrière Mme Desson et lui souffle :

— Dites *gomme* lui. *Pon pour fous !*

Ma femme prend la parole :

— Je me rends à Paris, avec madame. A quelle heure est le train ?

L'officier ricane :

— Il n'y a pas de train. Vous irez à Gercy.

— Qu'est-ce que c'est que ça, Gercy ?...

— Vous le verrez !...

Et persuadé qu'il a réalisé le type du parfait gentilhomme prussien, le Boche s'éloigne, en claquant la porte. Indignées et inquiètes, se demandant quelle aventure commence pour elles,

les deux femmes et l'enfant sont conduits à quatre kilomètres de Vervins, dans un petit bourg qui s'appelle Gercy. Depuis des semaines, ce bourg se trouvait rempli d'évacués soumis à la tyrannie allemande, obligés de répondre chaque matin à l'appel de leur nom, et recevant pour unique nourriture quatre cents grammes de pain tous les deux jours. Les voyageuses sont accueillies par des cris et des menaces :

— Encore des bouches inutiles !... — Allez-vous en !... — Nos enfants n'ont rien à manger et l'on fait venir des dames !... — A mort !

Pauvres gens, que le désespoir et la faim jetaient aux pires aberrations ! Mme Desson et son amie trouvent cependant asile chez le maire de l'endroit. Trois jours elles restent chez lui, pleines d'angoisse. Que va-t-il advenir d'elles ? « Mon mari a-t-il été fusillé ? Est-il en prison ? » se demande par surcroît ma femme. A voir si accablées les deux prisonnières dont il a la garde, le gendarme est touché ; il s'efforce de les reconforter. Le dimanche 16, plein d'aise, il vient leur apprendre, dans un charabia cordial, qu'elles vont repartir. « Cette fois, affirme-t-il, tout ira bien. Il faudra retourner à Vervins, par exemple. » Là, les deux femmes répondront à un appel et monteront dans un train d'évacués.

Sa mission à lui est terminée ; il souhaite un bon retour aux voyageuses et se détourne pour cacher son émotion. Si l'*hauptmann* est sans pitié, le gendarme est bon enfant !

Le retour à Vervins se fait au milieu d'une cohue de femmes, d'enfants, de vieillards et d'indigents, douloureuses théories d'évacués, lamentable troupeau humain qui marche, plein de crainte, ou résigné, sous les injures et la menace. Avec les autres, dans le tas (malgré les mirifiques promesses d'un traitement spécial et d'égards), Mme Desson est poussée dans un local de la gare de marchandises. Sa compagne et l'enfant sont bousculés comme elles. Elles se taisent, impuissantes, trouvant juste peut-être au fond, puisque des Français souffrent, de souffrir avec eux. Muettes, elles attendent leur tour d'être fouillées ; comme aux autres, on ne leur épargne rien de l'odieuse investigation. Elles doivent quitter leurs souliers, leurs bas... On sonde l'épaisseur de leurs semelles et, ici, un incident commence.

Nous possédions, depuis quelques années, un magnifique Saint-Bernard, *Royal*, une brave et intelligente bête qui nous était extrêmement at-

tachée et que j'avais été heureux, lors de mon arrestation, de laisser à ma femme, persuadé qu'elle n'aurait jamais de garde-du-corps plus vigilant ni plus dévoué. *Royal* avait suivi ma femme depuis son départ de Montrouge, redoublant de caresses et d'affection, comme s'il eût voulu tenter d'adoucir sa peine. Pendant le trajet de Gercy à Vervins, il avait suivi sa maîtresse, la protégeant contre tout voisinage suspect. Quand il vit celle-ci soumise à la fouille, il devint furieux ; il entra dans une rage telle que Mme Desson eut toutes les peines du monde à l'empêcher de bondir à la gorge des soldats effarés. Ceux-ci n'osaient plus approcher. L'un d'eux, exaspéré, mit en joue ma femme. Elle ne s'émut pas :

— Tirez donc, si vous êtes un lâche ! lui dit-elle froidement.

L'autre hésita, puis abaissa son arme. Un officier intervint, alors.

— Oh ! oh ! oh ! fit-il, elles n'ont pas peur, les Françaises...

Puis, il donna des ordres. Non seulement Mme Desson ne fut pas inquiétée pour l'attitude de son chien, mais elle eut officiellement l'autorisation de se faire accompagner, pendant tout le voyage, de *Royal*. Et même de descendre à

certaines stations pour permettre à *Royal* de se dégourdir les jambes. Moralité : il ne faut jamais avoir peur des Allemands !

La visite achevée, on entassa pêle-mêle les évacués dans les wagons et ils durent, toute la nuit, attendre, dans l'obscurité, le départ du train. Celui-ci ne s'ébranla que le lendemain à huit heures. Une centaine de filles publiques avaient été jointes aux évacués. Leurs cris, leurs chants, leurs blasphèmes, les injures de ces malheureuses, Mme Desson et sa compagne durent les subir. Elles s'efforçaient d'empêcher que la petite-fille de Mme D... n'entendît ces propos orduriers. Elles lui bouchaient les oreilles. Voilà ce que les Allemands appelaient, pour les deux femmes, être entourés d'égards.

Ce voyage de rapatriement, en une telle compagnie, dans d'ignobles wagons, plein de débris innombrables, dura *cinq jours*. Par Mézières, Charleville, Longwy, Sedan, Thionville, Metz, le grand-duché de Bade, le convoi de douleur, de misère et d'infamie conduisit, de Vervins à Schaffouse, ma femme et Mme D... Ce que furent ces cinq jours et ces cinq nuits, on le devine. L'angoisse et l'humiliation déchiraient le cœur des deux rapatriées. A intervalle, des fonctionnaires allemands apparaissaient dans le

train et distribuèrent, avec arrogance, au lamentable troupeau, de mauvaise soupe, un café inbuvable et des sortes de sandwiches fabriqués avec du pain K. K. et des bouts de saucisses. L'accablement de ma femme et de Mme D... était tel qu'elles refusaient toute espèce d'aliments... Elles ne se sentirent revivre qu'en Suisse, à Schaffouse, où, pour la première fois, depuis leur départ, à la sympathie, à la bonté, aux soins touchants qu'on leur prodiguait, à l'air même qui venait à leurs lèvres, elles devinèrent qu'elles s'évadaient de l'Enfer !

FIN





140349

Author Desson, Georges

HMod

D4755s

Title Souvenirs d'un otage.

DATE.

NAME OF BORROWER.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

